

RAPPORT D'ACTIVITES 2011



Mission Locale

1 Chemin de Dorlisheim - 67120 MOLSHEIM

Tél. 03.88.38.31.01 - Fax. 03.88.49.85.13

contact@ml-molsheim.com - www.ml-molsheim.com

SOMMAIRE

INTRODUCTION

✧ Bilan 2011 et perspectives 2012	p. 01
---	-------

LE PUBLIC SUIVI

✧ Le public	p. 02
✧ Les niveaux scolaires des Primo Accueillis	p. 04
✧ Les niveaux scolaires des jeunes en contact	p. 05
✧ Les différents types de contact avec les jeunes.....	p. 06
✧ La répartition des jeunes par diplôme.....	p. 07
✧ La répartition par canton	p. 11

LES DISPOSITIFS ET OUTILS D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI

✧ L'accès à l'emploi, à la formation et à l'alternance.....	p. 12
✧ Utilisation des mesures d'accompagnement du Conseil Régional .	p. 13
✧ Dispositif RECIPROQUE.....	p. 15
✧ Le dispositif d'accompagnement renforcé CIVIS	p. 17
✧ L'utilisation du Fonds d'Insertion Pour les Jeunes (FIPJ).....	p. 19
✧ L'accompagnement dans le cadre de la cotraitance Pôle Emploi	p. 20

LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

✧ L'utilisation du FAJ (Fonds d'Aide aux Jeunes)	p. 21
✧ Les aides à la mobilité	p. 22
✧ Le Pass'Accompagnement	p. 26

LES ACTIONS SPECIFIQUES MENEES EN 2011

✧ Développement des relations entreprises	p. 27
✧ Le dispositif apprentissage.....	p. 31
✧ Bilan des ateliers collectifs d'orientation	p. 35
✧ CAE : étape de parcours vers l'emploi ou la formation.....	p. 37
✧ L'entrée en qualification	p. 43
✧ Accompagnement des jeunes bénéficiaires du RSA.....	p. 48

COMPTES ANNUELS 2011

✧ Compte de résultat 2011	p. 55
✧ Bilan 2011	p. 57
✧ Compte de résultat prévisionnel 2012.....	p. 59

ANNEXES

✧ Listes Conseil d'Administration et bureau de la Mission Locale	
✧ Liste Equipe Mission Locale	
✧ Nombre de jeunes par commune	
✧ Articles	



INTRODUCTION

Bilan 2011 et perspectives 2012

En 2011, le nombre de jeunes en contact avec la Mission Locale s'est stabilisé (1 295 / 1 315 en 2010) mais le public a évolué ; moins d'hommes, plus de femmes et de plus en plus de jeunes diplômés : 64% des jeunes sont titulaires d'un diplôme. Ce qui explique notre difficulté à faire adhérer les jeunes à un nouveau projet de formation puisqu'ils ont déjà un diplôme.

52 % des jeunes en contact ont été accompagnés avec une formalisation négociée de leur parcours.

62% des jeunes en contact ont démarré un emploi, une formation, un contrat en alternance ou un retour en formation initiale ; c'est notamment le développement des relations avec les entreprises qui permet aux jeunes de trouver des solutions.

Un nouveau public est accompagné : les bénéficiaires du RSA orientés par les UTAMS de Molsheim et Sélestat. Il s'agit essentiellement de jeunes femmes seules avec enfants.

La Mission Locale fait partie de la plate forme pour les décrocheurs scolaires, présidée par Madame La Sous Préfète de Molsheim.

Un nouveau dispositif mis en place par les partenaires sociaux depuis fin 2011, prévoit un accompagnement des jeunes décrocheurs scolaires sans qualification : ANI (Accord National Interprofessionnel), 26 jeunes seront concernés en 2012.

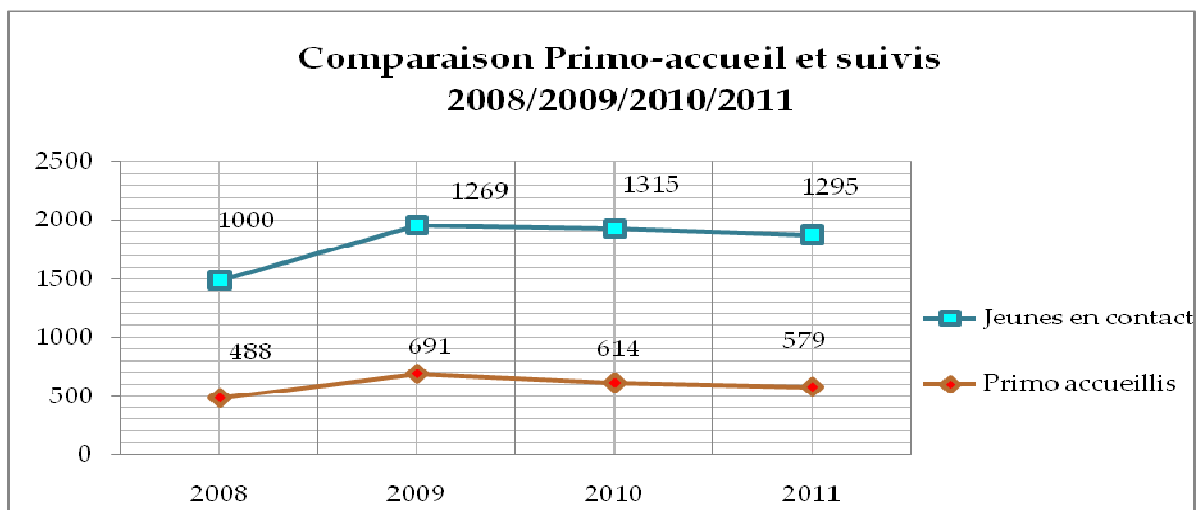
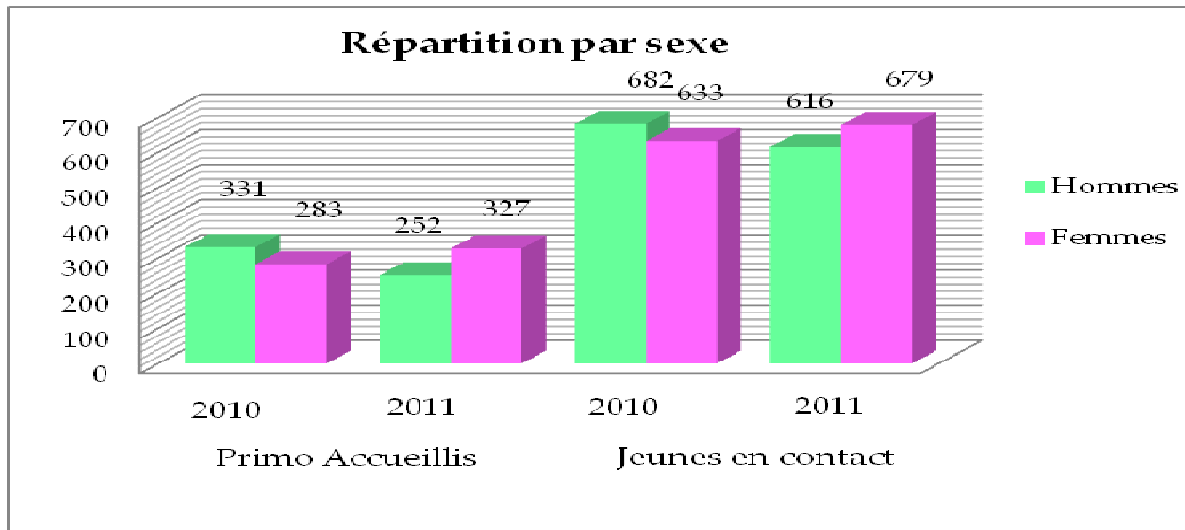
En 2012, la Mission Locale s'engage dans une démarche d'auto évaluation initiée par le Conseil National des Missions Locales (CNML). Le Conseil d'Administration de la Mission Locale a choisi la question évaluative suivante ; « L'offre de services de la Mission Locale est-elle suffisamment connue des jeunes, des élus, des partenaires et des entreprises du territoire ? »

En 2012, la Mission Locale, en lien avec l'Agence Régionale de Santé, souhaite mettre en place une action d'information sur l'accès aux soins, les services et permanences du territoire, en collaboration avec un groupe de jeunes en formation à l'UFCV.



LE PUBLIC SUIVI

Le Public



Le nombre de nouveaux accueillis a baissé de 5,8% entre 2010 et 2011 (614/579) mais reste supérieur au nombre de nouveaux accueillis avant 2009 (488 en 2008/ 579 en 2011).

Le Nombre de jeunes en contact (ayant eu au moins un entretien) a diminué de 1,5% entre 2010 et 2011 (1 315/ 1 295).

La répartition hommes/femmes a évolué par rapport à 2010 ;

- Primo accueillis : + 44 femmes (+16%) et - 79 hommes (-24%)
- Jeunes en contact : + 46 femmes (+7,4%) et - 66 hommes (-9,5%)

L'année 2011 a été plus favorable pour les jeunes hommes qui ont profité d'une reprise des missions intérim surtout au cours du premier semestre.

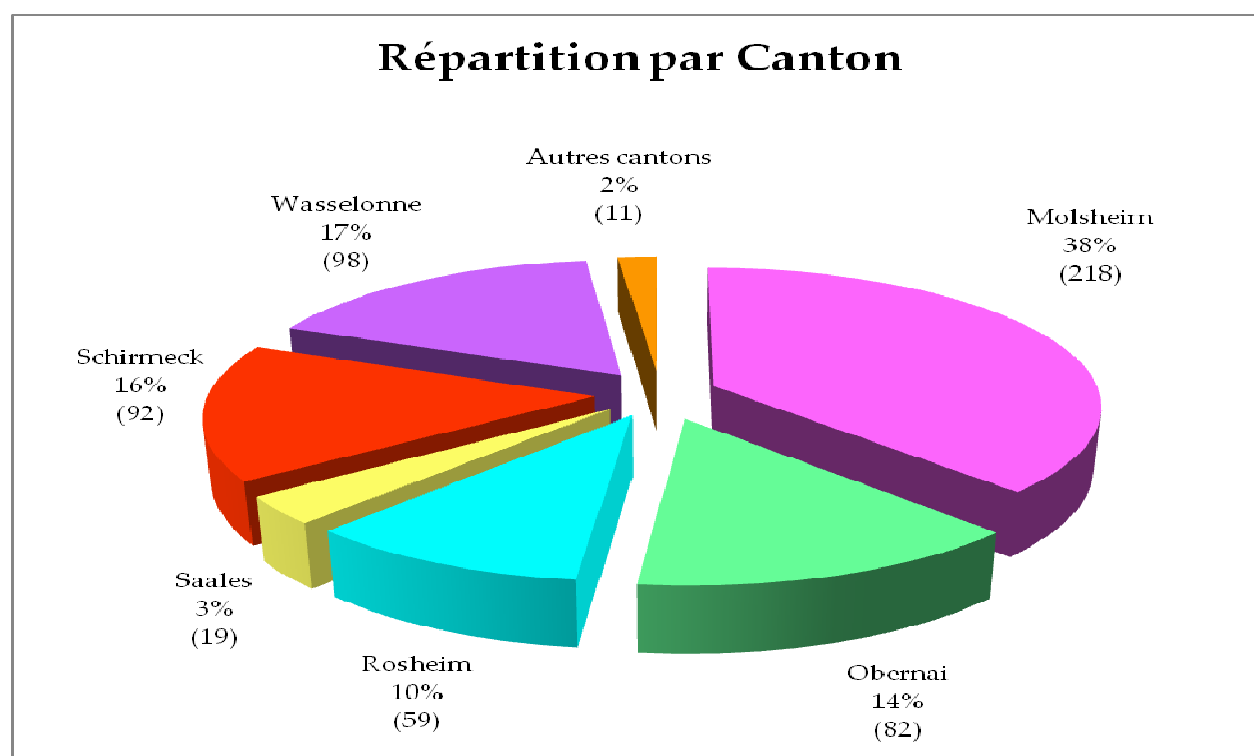
✧ La répartition des Primo accueillis par sexe de 2008 à 2011

	2008	%	2009	%	2010	%	2011	%
Femmes	274	56%	324	47%	283	46%	327	56%
Hommes	214	44%	367	53%	331	54%	252	44%
TOTAL	488	100%	691	100%	614	100%	579	100%

La répartition hommes/femmes est à nouveau identique à 2008.

✧ La répartition par âge au 1^{er} accueil de 2010 et 2011

	2010			2011		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
16-17 ans	31 11%	38 11%	69 11%	56 17%	48 19%	104 18%
18-21 ans	155 55%	185 56%	340 56%	188 57%	134 53%	322 56%
22-25 ans	97 34%	108 33%	205 33%	83 26%	70 28%	153 26%
TOTAL	283	331	614	327	252	579



Les niveaux scolaires des primo-accueillis

	2010			2011		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Niveau VI et V bis %	43 15%	57 17%	100 16%	42 13%	47 19%	89 15%
Niveau V %	111 39%	167 51%	278 46%	135 41%	112 44%	247 43%
Niveau IV %	104 37%	87 26%	191 31%	126 38%	75 30%	201 35%
Niveau III et plus %	25 9%	20 6%	45 7%	24 8%	18 7%	42 7%
TOTAL	283	331	614	327	252	579

- 58% des nouveaux accueillis ont un niveau inférieur ou égal au CAP/BEP.
- 63% des hommes ont un niveau inférieur ou égal au CAP/BEP.
- 54% des femmes ont un niveau inférieur ou égal au CAP/ BEP.
- La part des niveaux IV et plus augmente, ce qui s'explique certainement par la disparition des classes menant à un BEP au profit des Bac Professionnels.

Les niveaux scolaires des jeunes en contact

		Niveau inférieur au CAP/ BEP	Niveau égal au CAP/BEP	Niveau égal ou supérieur au Bac	TOTAL
Femmes	2010	109	300	224	633
	%	18%	47%	35%	100%
	2011	115	299	265	679
	%	17%	44%	39%	100%
Hommes	2010	162	349	171	682
	%	24%	51%	25%	100%
	2011	141	302	173	616
	%	23%	49%	28%	100%
TOTAL	2010	271	649	395	1315
	%	21%	49%	30%	100%
	2011	256	601	438	1295
	%	20%	46%	34%	100%

La part des niveaux V diminue au profit des niveaux IV, les formations scolaires de niveaux V disparaissent au profit des formations du niveau IV.

✧ La répartition par âge

		16-17 ans	18-21 ans	22-25 ans	TOTAL
Femmes	2010	36	314	283	633
	%	6%	50%	44%	100%
	2011	69	369	241	679
	%	10%	54%	36%	100%
Hommes	2010	50	379	253	682
	%	7%	56%	37%	100%
	2011	61	343	212	616
	%	10%	56%	34%	100%
TOTAL	2010	86	693	536	1315
	%	6%	53%	41%	100%
	2011	130	712	453	1295
	%	10%	55%	35%	100%

- Les 18-21 ans restent les plus nombreux parmi le public accompagné
- La part des 22-25 ans a diminué par rapport à 2010.
- La part des 16-17 ans a augmenté

Les différents types de contact avec les jeunes

	2009	2010	2011
Entretiens individuels	5 641	4 997	4 993
Ateliers collectifs	283	265	288
Informations collectives	154	170	151
Visites	546	529	371
Lettres	297	613	440
Téléphone	1 612	1 777	1 566
Entretiens par un partenaire	627	629	630
Autres contacts (mail,sms...)	99	84	71
TOTAL	9259	9064	8510

- Les **8 510** contacts ont concerné **1 376** jeunes dont **81** qui n'ont pas eu d'entretiens individuels, soit **6,2** contacts en moyenne par jeune.
- **4 993** entretiens individuels ont été réalisés avec **1 295** jeunes, soit **3,8** entretiens individuels par jeunes.
- **288** participations à des ateliers collectifs (pour **60** jeunes concernés).

Répartition des jeunes par diplôme

Intitulé diplôme/Niveau	Femmes	Hommes	TOTAL
CAP - CQP* - BCP* - Titre professionnel - Diplôme d'état			
Agent de prévention médiation et sécurité	2	1	3
Artisanat	0	1	1
BAPAAT	1	0	1
Bâtiment	0	15	15
Boucher, charcutier	3	4	7
Boulangier, pâtissier	2	15	17
Coiffure	21	0	21
Conducteur du transport routier de marchandises	0	3	3
Couture/Textiles	3	1	4
Décoration intérieur	1	0	1
Electrotechnique	0	5	5
Employé Technique de Collectivités ou ATMFC (Assistant Technique en Milieu Familial et Collectif)	26	4	30
Ensembles chaudronnés	1	3	4
Entreposage et messagerie, magasinage	1	3	4
Esthétique cosmétique	15	1	16
Fleuriste	1	0	1
Froid et climatisation	0	2	2
Industrie	0	3	3
Installateur sanitaire	1	3	4
Installation électrique	0	4	4
Maintenance	0	2	2
Mécanicien et maintenance de véhicule	0	5	5
Mécanique automobile, équipements électriques	0	1	1
Menuiserie	0	12	12
Métallerie	0	12	12
Navigation Fluviale	0	1	1
Petite enfance	14	0	14
Poissonier	0	1	1
Restauration / Cuisine/Hôtellerie	15	16	31
Soudeur	0	3	3
Travaux Public	0	1	1
Vente	23	2	25
Filière non précisée	2	0	2
CAPA Agricole	7	12	19
Total	139	136	275

BEP - MC*			
Aide à domicile	5	0	5
Alimentation	1	0	1
Architectures	1	1	2
Bio industrie Traitement des eaux	0	1	1
Bio services	13	1	14
Bois et matériaux associés	0	6	6
Electrotechnique	0	16	16
Equipements techniques énergie	0	2	2
Hôtellerie, restauration	4	2	6
Industrie graphique	0	1	1
Installateur sanitaire et thermique	0	2	2
Maintenance des véhicules automobiles	1	4	5
Mécanique, maintenance + autres métiers de l'industrie	0	17	17
Métiers de la mode	5	1	6
Optique lunetterie	0	1	1
Réalisation d'ouvrages chaudronnés et structures métalliques	0	4	4
Sanitaire et social	11	2	13
Secrétariat, comptabilité	23	3	26
Transport	0	1	1
Vente Action Marchande	25	10	35
BEPA	9	7	16
Total	98	82	180
Total Niveau V	237	218	455
BP			
Coiffure	1	0	1
Cosmétique/Esthétique	1	0	1
Electrotechnique	1	0	1
Total	3	0	3
BT			
Architecture	1	1	2
BEP Caser	1	0	1
Vêtement et création de vêtements	1	0	1
Total	3	1	4

BACCALAUREAT PROFESSIONNEL - MC* - Titre professionnel			
Agricole	1	1	2
Bâtiment	1	0	1
Bio industrie	1	0	1
Communication graphique	1	0	1
Ebéniste	0	1	1
Electrotechnique	0	4	4
Environnement	1	0	1
Equipements et installations électriques	0	3	3
Industrie	0	2	2
Maintenance des systèmes mécaniques	0	11	11
Productique mécanique	1	3	4
Réalisation d'ouvrages chaudronnés et métalliques	0	1	1
Restauration/Hôtellerie	0	2	2
Secrétariat, comptabilité	35	1	36
Services de proximité et vie locale	2	0	2
Services en Milieu rural	4	0	4
Travaux paysagers	1	0	1
Vente/Commerce	33	12	45
Filière non précisée	1	2	3
Total	82	43	125
BACCALAUREAT TECHNOLOGIQUE			
Agronomie et environnement	0	1	1
Brevet Technicien Agricole	3	0	3
Industrie	4	15	19
Musique	1	0	1
Sciences Médico -Sociales	23	0	23
Sciences Technologiques et Tertiaires+commerciales	24	19	43
Filière non précisée	0	1	1
Total	55	36	91
BAC Général			
Economique et Social	28	11	39
Littéraire	14	3	17
Scientifique	11	12	23
Filière non précisée	4	2	6
Total	57	28	85
Total Niveau IV	200	108	308

BTS + DUT	26	24	50
DEUG/DEUST	2	0	2
Licence/Diplôme d'état	6	4	10
MAITRISE/DESS/BEES/Diplôme d'état/Master	3	3	6
Total Niveau III et plus	37	31	68
TOTAL	474	357	831

***CQP** : Certificat de Qualification Professionnelle

***BCP**: Brevet de Compagnon Professionnel

***MC**: Mention Complémentaire

64% des jeunes en contact sont diplômés, soit 6% de plus qu'en 2010.

En 2011, la situation économique n'a pas permis aux jeunes diplômés de trouver rapidement un emploi, nous constatons une augmentation du nombre de jeunes diplômés de niveau IV, III et plus.

L'ensemble des filières professionnelles sont représentées mais les métiers tertiaires et des services restent prédominants.

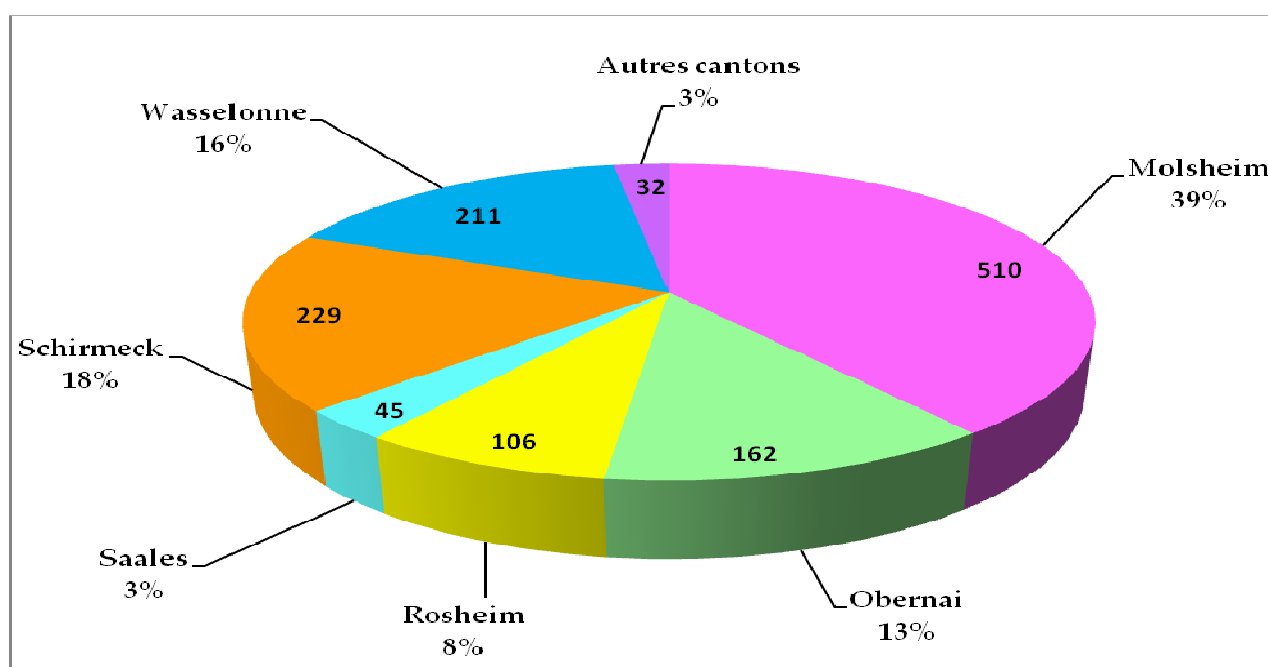
Les diplômes de niveau V et IV dans une moindre mesure, ne protègent plus autant les jeunes du chômage.

Ce nombre de plus en plus important de jeunes titulaires d'un diplôme explique notre difficulté à faire adhérer les jeunes à un nouveau parcours de formation. Pourquoi faut-il se former quand un premier diplôme acquis par la formation initiale ou l'alternance ne leur permet pas d'accéder à un emploi ?

Répartition par canton

✧ Répartition par canton du nombre des 1 295 jeunes ayant eu au moins un entretien.

	Femmes	%	Hommes	%	TOTAL 2011	TOTAL 2010	Evolution	Dont PA	%
Molsheim	261	51%	249	49%	510	517	-1,3%	218	43%
Obernai	79	49%	83	51%	162	153	+5,8%	82	51%
Rosheim	54	51%	52	49%	106	116	-8,6%	59	56%
Saales	28	62%	17	38%	45	47	-4,4%	19	42%
Schirmeck	118	51%	111	49%	229	232	-1,3%	92	40%
Wasselonne	115	54%	96	36%	211	211	0	98	46%
Autres	24	75%	8	25%	32	39	-18%	11	34%
TOTAL	679	52%	616	48%	1295	1315	-1,5%	579	45%



Diminution ou stabilisation sur l'ensemble des cantons sauf le canton d'Obernai.

La part des nouveaux accueillis est plus importante dans les cantons d'Obernai et Rosheim.



**LES DISPOSITIFS ET
OUTILS
D'ACCOMPAGNEMENT
VERS L'EMPLOI**

L'accès à l'emploi, à la formation et à l'alternance

Nombre de jeunes	Femmes	Taux d'accès / 679 F	Hommes	Taux d'accès / 616 H	Total 2011	Taux d'accès / 1 295	Total 2010	Taux d'accès
Contrat en alternance	43	6,3%	30	5%	73	5,6%	86	6,5%
Emploi	292	43%	267	43%	559	43,2%	474	36%
Formation	126	18,5%	101	16,4%	227	17,5%	192	14,6%
Immersion en entreprises	138	20%	83	13,5%	221	17%	240	18,2%
Maintien ou retour formation initiale	27	4%	11	2%	38	3%	27	2,0%
Nombre de jeunes différents concernés par au moins une situation	451	66%	366	59%	817	63,0%	745	57%

Nombre de situations	Femmes	Hommes	Total 2011	Total 2010
Contrat en alternance	44	30	74	86
Emploi	426	422	848	607
Formation	136	113	249	203
Immersion en entreprises	191	102	293	362
Maintien ou retour en scolarité	27	11	38	27
Total des situations	824	678	1502	1285

- 63% (817/1 295) des jeunes ayant eu au moins un entretien individuel en 2011 ont eu une entrée en contrat en alternance, en formation, un retour en scolarité, en immersion ou en emploi.
- Ces jeunes ont bénéficié de 1,8 situation en moyenne par jeune (1 502 situations pour 817 jeunes).
 - 5,6% des jeunes ont accédé à un contrat en alternance.
 - 43,2% ont accédé à un emploi (tout type d'emploi).
 - 17,5% ont démarré une formation.
 - 17% ont bénéficié d'une immersion.
- Les taux d'accès en formation et en emploi ont augmenté en 2011.
- Les taux d'accès vers l'alternance, la formation ou les immersions sont plus élevés pour les femmes.

Utilisation des mesures d'accompagnement du Conseil Régional

✧ Le Bilan Jeune

✧ Bilans jeunes réalisés :

	Niveau III	Niveau VI	Niveau V	Niveau IV	Total 2011	Total 2010
Hommes	0	1	10	7	18	30
Femmes	2	0	12	15	29	37
Total	2	1	22	22	47	67

✧ Issues après un bilan jeune :

	Hommes	Femmes	Total
Emploi	8	11	19
CAE	0	4	4
Formation	1	0	1
Demandeurs d'emploi	8	11	19
Autres situations	1	3	4
Total	18	29	47

La démarche bilan de compétences correspond à un public autonome, des jeunes qui ont eu des expériences professionnelles et qui n'ont pas trop de problèmes périphériques.

✧ Les immersions en entreprises

✧ Immersions longues rémunérées (4 à 12 semaines)

7 jeunes ont effectué **7 immersions longues** dont **1** dans le dispositif Réciproque et **6** dans le dispositif Apprentissage.

✧ Les immersions sont réparties de la manière suivante :

Durée					Total en semaines
4 semaines	6 semaines	8 semaines	10 semaines	12 semaines	
0	1	0	2	4	74

✧ Situation des jeunes à l'issue des immersions :

Apprentissage	Professionnalisation	Emploi	Demandeurs d'emploi	TOTAL
1	2	2	2	7

✧ Immersions courtes non rémunérées (1 à 3 semaines)

178 jeunes ont effectué **216 immersions courtes (395 semaines)** dans **144 entreprises**.

✧ Taille des entreprises par nombre de salariés

Nombre de salariés des entreprises	<10	10 à 49	> 50	Total
Nombre d'entreprises	76	38	30	144

✧ Secteur d'activité des entreprises d'accueil

	Secteur d'activité de l'entreprise d'accueil												TOTAL	
	Artisanat	Agriculture	BTP	Hôtellerie - Restauration	Commerce - Tertiaire	Transport - Magasinage	Santé- Action Sociale	Services aux particuliers	Sport	Informatique	Création d'entreprise	Secteur non déterminé		Industrie
Nombre d'entreprises	10	2	5	7	39	0	54	3	0	2	0	17	5	144

Bilan global du dispositif Réciproque

Ce dispositif d'accompagnement, mis en place par la Région, a fonctionné en 2009 et 2010. Il permet la formalisation avec le jeune des étapes à prévoir pour réaliser le parcours vers l'emploi ou la qualification. La durée du dispositif étant de 12 mois, les dernières sorties ont eu lieu en 2011.

✧ Nombre total d'entrées

Niveau	Femmes	Hommes	Total
Niveau VI et V bis	8	10	18
Niveau V	29	18	47
Niveau IV	27	9	36
Niveau III et plus	6	4	10
Total	70	41	111

✧ Nombre total de sorties par motif

	Femmes	Hommes	Total	%
Abandon	6	6	12	11%
Emploi (+ de 3 mois)	32	22	54	48%
Déménagement	3	/	3	3%
Fin de la durée du programme	20	11	31	28%
26 ans	1	1	2	2%
Entrée en qualification	8	1	9	8%
Total	70	41	111	100%

- **56 %** des sorties sont des sorties positives : Emploi et accès à la formation.
- **28 %** (fin de la durée du programme) continuent à être accompagnés ; il s'agit de jeunes qui ont besoin d'un parcours plus long pour atteindre leur objectif.

✧ Utilisation de l'allocation Réciproque (300 euros maximum par jeune).

	Femmes	Hommes	Total
Nombre de jeunes bénéficiaires	40	22	62
Total montant utilisé	10 470,00 €	5 310,00 €	15 780,00 €
Montant moyen/jeune	261,00 €	241,00 €	254,00 €

✧ Nombre d'immersions rémunérées et non rémunérées utilisés sur l'ensemble du dispositif Réciproque

Nombre d'immersions rémunérées (4 à 12 semaines)	31
Nombre de jeunes	30
Nombre d'immersions courtes non rémunérées (1 à 3 semaines)	55
Nombre de jeunes	41

A partir de 2011, la formalisation des parcours des jeunes se fait à travers le logiciel spécifique des Missions Locales : Parcours3 et permet d'identifier le nombre de jeunes qui sont accompagnés avec une formalisation de leur parcours : **675/ 1 295** soit **52%** en 2011.

Le dispositif d'accompagnement renforcé CIVIS (Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale)

✧ Les entrées CIVIS

	Femmes	Hommes	TOTAL
Nombre d'entrées CIVIS depuis le début du dispositif	634	447	1081
dont entrées 2011	107	62	169
dont CIVIS V et plus	97	50	147
dont CIVIS VI et V bis	10	12	22

394 jeunes ont été dans le dispositif au cours de l'année 2011, soit **30%** du public en contact.

✧ Les entrées en emploi, formation, contrat en alternance ou immersion des jeunes en CIVIS

	Nombre de jeunes	% Total CIVIS	Nombre de situations
Alternance	25	9,2%	25
Emploi	201	36,4%	325
Formation	82	22,7%	97
Immersion	79	19%	110
Retour scolarité	5	1%	5

Le nombre de jeunes CIVIS différents ayant démarré un contrat en alternance, un emploi, une formation, une immersion ou un retour en scolarité est de **267** jeunes, soit **68%** des jeunes présents dans le dispositif.

23 jeunes ont bénéficié de **25** PMP (Période en Milieu Professionnel).

✧ L'utilisation de l'allocation CIVIS

132 jeunes (soit **33%** des jeunes ayant été dans le dispositif en 2011) ont bénéficié de **36 510 euros**, soit **276 euros** en moyenne par jeune concerné en 2011.

✧ Situation des CIVIS en cours au 31/12/2011

Contrat en alternance	3
Emploi	83
Formation	41
Immersion	16
Demandeur d'emploi	66
Autres situations	8
TOTAL	217

58% des jeunes concernés ont une situation positive au 31/12/2011.

✧ Les sorties totales du dispositif CIVIS

	Femmes	Hommes	TOTAL
Sorties depuis le début du dispositif	508	363	871
dont emploi durable	220	163	383
%	43%	45%	44%

✧ Les motifs de sortie en 2011

	Femmes	Hommes	TOTAL	%
Fin de programme	8	8	16	9%
Abandon	4	8	12	7%
Déménagement	8	6	14	8%
26 ans	3	7	10	5%
Non renouvellement	25	25	50	28%
Emploi durable	38	40	78	43%
TOTAL	86	94	180	100%

Depuis le début du dispositif **44%** des sorties sont des sorties pour emploi durable.

En 2011, **43%** des sorties sont des sorties pour emploi durable. Malgré une légère reprise de l'intérim, l'accès à un emploi durable (CDD de plus de 6 mois ou CDI) reste très difficile pour les jeunes.

L'utilisation du Fonds d'Insertion Pour les Jeunes (F.I.P.J.)

✧ Les aides directes (tickets services)

120 jeunes ont fait **187** demandes de tickets services pour un montant total attribué de **11 528 euros** (soit un montant moyen de **96 euros** par jeune et par an)

120 jeunes : **53** hommes et **67** femmes

- dont **57** CIVIS
- dont **11** mineurs

Les aides concernent :

- l'alimentation : **6 085 euros** pour **92** jeunes (**66 euros** par jeune)
- l'énergie/transport (frais d'essence essentiellement) : **3 200 euros** pour **49** jeunes
- l'hébergement (nuits d'hôtel) : **1 333 euros**, soit **31** nuitées pour **5** jeunes (seul ou en couple)
- l'habillement : **910 euros** pour **16** jeunes

✧ Les aides indirectes :

Le F.I.P.J. finance des actions qui sont conventionnées par la D.I.R.E.C.C.T.E. et réalisées par prestataires externes :


- Ateliers de socialisation : DECLIC (Association l'Atelier)
- Evaluation des Compétences et Capacités Professionnelles (E.C.C.P.)
ABC Formation
- Ateliers entretien d'embauche et Ateliers prospection téléphonique :
ABC Formation
- Aides au financement du permis de conduire : Mobilex.

L'accompagnement dans le cadre de la convention de cotraitance avec Pôle Emploi

✧ Objectifs de la cotraitance prévus par la convention

- Nombre d'entrées prévus : **175** jeunes
- Nombre de jeunes adressés à la Mission Locale : **349**
- Accompagnements en cours au 01/01/2011 : **251**
- Nombre de jeunes ayant démarré l'accompagnement : **202**
(**115%** de l'objectif prévu)
- ↳ **58%** des jeunes orientés ont intégré l'accompagnement Mission Locale
- Nombre de jeunes n'ayant pas démarré l'accompagnement : **134**
↳ dont **22 (16,5%)** déjà suivi dans le cadre du dispositif CIVIS.
- Nombre de jeunes en attente au 31 décembre 2011 : **28**
- Nombre de sorties de l'accompagnement : **301**

Motifs de sorties	Nombre	%
Abandon	93	31%
Absence convocation	22	7%
Radiation	65	22%
Reprise emploi	121	40%
dont CDD	21	
CDI	14	
CAE	28	
Contrat d'alternance	18	
Création d'entreprise	2	
TOTAL	301	100%



LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

L'Utilisation du Fonds d'Aide aux Jeunes (F.A.J.)

64 jeunes (70 en 2010) dont **39 femmes** et **25 hommes** ont fait 77 dossiers (81 en 2010) soit **1,2 dossier par jeune**.

76 relevant du comité d'attribution de Molsheim et **1** du comité de Sélestat.

Les montants sollicités s'élèvent à un total de **17 655,66 €** (17 376,48 € en 2010).

Les montants accordés s'élèvent à un total de **15 085,98 €** (13 427,23 € en 2010) soit **195,92€** par dossier en moyenne et **235,71 €** par jeune.

✧ Motifs d'attribution par dossier

	Molsheim	Sélestat
Subsistance	19	/
Hébergement	13	/
Transport	13	1
Formation	10	/
Santé	0	/
Dettes	1	/
Autres	6	/
Subsistance et Hébergement	2	/
Subsistance et Transport	7	/
Subsistance et Formation	5	/
TOTAL	76	1

Les motifs d'attribution principaux sont la subsistance, la formation et le transport. Ces jeunes sont le plus souvent dans un parcours d'insertion actif (formation, contrat en alternance, emploi...) l'aide du F.A.J. permettant d'éviter une rupture dans leurs parcours.

Les aides à la mobilité

✧ Les aides financières du Conseil Régional diffusées par la Mission Locale pour le transport TER

Les Pass'Emploi (1 aller-retour) permettent d'effectuer des démarches liées au parcours d'insertion, 2,40€ restant à la charge du bénéficiaire quel que soit le trajet.

Nombre de Pass'Emploi : 698 pour 151 jeunes

Les Pass'Formation sont des abonnements à prix réduits (80 % pris en charge par la Région) pour les stagiaires de la formation professionnelle.

Nombre de Pass'Formation : 238 pour 121 jeunes

✧ Expérimentation « carte intermobilité » financée par le Conseil Général du Bas-Rhin en 2010 et 2011

✧ Contexte :

Les jeunes suivis par la Mission Locale ne sont pas toujours inscrits à Pôle Emploi au moment où ils auraient besoin de se déplacer avec le réseau bus 67 pour effectuer des démarches, se rendre en formation ou en emploi.

Cette inscription était indispensable pour accéder à la carte intermobilité gratuite avant cette action expérimentale.

Cette situation était bloquante pour les jeunes rencontrant des difficultés financières importantes.

✧ Déroulement de l'action expérimentale financée par le Conseil Général en 2010 :

La conseillère Mission Locale évalue le besoin avec le jeune accompagné en fonction de sa situation personnelle, de son parcours, et détermine la durée d'abonnement sollicité. De même, un éventuel renouvellement est étudié en fonction de l'évolution de la situation du jeune.

✧ Bilan global :

33 jeunes ont bénéficié de 216 mois de carte intermobilité. 10 jeunes ont renouvelé leur accès. Le coût d'un mois d'abonnement (multi zones) est de 46 €. Le montant total utilisé est égal à 9 936 € sur une période de 18 mois.

Cette action a permis de faciliter les démarches d'accès ou de maintien à la formation et à l'emploi pour les jeunes concernés (jeunes qui ne peuvent pas bénéficier de la carte intermobilité par l'intermédiaire du Pôle Emploi.)

Nous pouvons noter que cette action concerne essentiellement les jeunes résidant dans le canton de Wasselonne par lesquels la question de la mobilité est un frein majeur à l'insertion.

✧ Répartition des jeunes par âge

16-18	7
19-20	14
21-22	5
23-25	6
26	1
TOTAL	33

✧ Nombre de jeunes ayant le permis

Oui	4
Non	29
TOTAL	33

✧ Objet de la demande

Recherche d'emploi	6
Recherche contrat en alternance	0
En emploi	4
En formation	9
Recherche de formation	2
Démarches/orientation	11
En contrat alternance	0
Autres	1
TOTAL	33

✧ Les communes de résidence des bénéficiaires de la carte intermobilité

SCHARRACHBERGHEIM	2
WASSELONNE	11
MARLENHEIM	6
SOULTZ LES BAINS	1
WOLXHEIM	1
MOLSHEIM	2
HOHENGOEFT	1
WESTHOFFEN	2
TRAENHEIM	1
ROMANSWILLER	1
COSSWILLER	1
KIRCHHEIM	2
BALBRONN	1
FLEXBOURG	0
WANGEN	1
TOTAL	33

Cette action expérimentale a été généralisée par le Conseil Général du Bas-Rhin à l'ensemble des Missions Locales du département à partir de Janvier 2012.

✧ Les aides pour le permis de conduire

L'allocation CIVIS permet de financer des inscriptions au code de la route ou quelques heures de conduite.

Les aides du F.I.P.J. (Etat) et du Fonds d'Aide à la Mobilité (Conseil Régional) gérées par Mobilex financent des heures de conduite, ce qui permet d'accélérer le passage du permis et donc l'accès à l'emploi.

34 jeunes ont bénéficié d'aide pour **252 heures** de conduite soit **7,4** heures financées en moyenne par jeune.

4 jeunes ont eu une aide pour passer le BSR.

❖ Bilan projet expérimental « 10 000 permis » assuré par Mobilex

Le projet expérimental « 10 000 permis », lancé par M. Hirsch, avait pour but d'apporter un soutien aux jeunes pour financer leur permis. C'est l'association Mobilex qui s'est occupée de la gestion du dispositif.

Au préalable, les jeunes positionnés ont pu suivre un atelier sur la mobilité (mobilité dans la recherche d'emploi, moyens de transport existants...). Les jeunes ayant intégré le dispositif se sont vu proposer un permis à moindre coût, soit un code à 100 € et une participation financière de 400 € pour les heures de conduite (l'équivalent de 20 heures de conduite en 2010). Chaque jeune a pu bénéficier d'une évaluation en amont afin de déterminer la somme finale restant à sa charge.

L'entrée dans le dispositif commençait par une formation obligatoire de 12 heures préalable au code. Dans un deuxième temps, chaque jeune a pu suivre une formation au code sur Internet. Une fois cette étape réalisée et validée, les jeunes ont pu s'inscrire dans les auto-écoles partenaires du territoire et passer leur examen théorique. Après réussite au code, les jeunes ont pu enchaîner sur leurs heures de conduite.

Au 30 avril 2012 :

- Nombre total de jeunes ayant intégré le dispositif :
29 (19 femmes et 10 hommes)
- Nombre total de jeunes exclus du dispositif :
14 (48%) dont 8 femmes et 5 hommes)
- Nombre de jeunes toujours dans le dispositif : **15** (52%) dont :
 - o **5** jeunes ont déjà obtenu le permis de conduire
 - o **9** jeunes ont obtenu le code de la route et sont en cours de conduite
 - o **1** jeune a obtenu le code sans possibilité de financement de la conduite (il n'a pas passé le code dans les délais permettant la prise en charge des heures de conduite)

Le Pass'Accompagnement

Ce dispositif, financé et géré par le Conseil Général du Bas-Rhin dans le cadre des expérimentations Hirsch, vise à inscrire les jeunes dans un processus d'autonomie dont la finalisation est l'accès à un logement autonome et à un emploi.

Une prise en charge globale du parcours du jeune par un référent unique (association GALA sur le territoire).

Une prise en charge contractualisée

Des outils d'accompagnement vers le logement autonome.

Une aide financière ponctuelle.

Un tirage au sort pour constituer un groupe de bénéficiaires et un groupe témoin qui ne bénéficie pas du dispositif.

✧ Utilisation du Pass'Accompagnement pour des jeunes suivis par la Mission Locale de Molsheim en 2011.

Jeunes inscrit dans la démarche	47
Abandon du jeune	3
Refus Jeunes	6
Groupe témoin (non bénéficiaires suite au tirage au sort)	20
Bénéficiaires	18



**LES ACTIONS
SPECIFIQUES MENEES
EN 2011**

Développement des relations entreprises

✧ Collecte des informations auprès des entreprises.

Le maintien des relations avec les entreprises connues et le développement des contacts avec des entreprises nouvelles a permis aux conseillères de la Mission Locale d'être en contact avec 271 entreprises en 2011. Parmi ces entreprises, 183 sont des entreprises nouvellement connues en 2011. En 2010, 96 entreprises avaient été prospectées.

Les conseillères contactent les entreprises connues ou non en fonction des besoins et profil des jeunes qu'elles accompagnent ou à la suite d'action de communication comme le « petit déjeuner » entreprises ou après une action partenariale menée sur le territoire comme les moissons de l'emploi. Les contacts se déroulent sous forme d'entretiens dans l'entreprise ou par téléphone.

✧ Les Résultats.

- Nombre d'**entreprises prospectées : 271**
 - ↳ dont **183 nouvelles**
- Nombre d'**offres d'emploi collectées : 213**
- Nombre de **mises en relation sur ces offres : 473**
- Nombre de **contrats signés : 154**

✧ Les actions de communication en direction des entreprises

Edition et diffusion de 3 500 plaquettes à destination des entreprises du territoire remis lors des contacts individuels avec les entreprises, dans le dossier remis aux entreprises contactées dans le cadre des moissons de l'emploi, aux entreprises présentes lors du petit déjeuner à la mairie de Rosheim le 21/10/2011.

Contacts avec les entreprises présentes lors du forum des métiers de l'industrie le 28 janvier 2011 organisé par la M.E.F.E. (Maison de l'Emploi, de la Formation et de l'Entreprise) à Molsheim.

Participation à des visites d'entreprises pour les conseillères : ces visites approfondies permettent de mieux connaître les environnements de travail et les postes existants dans l'industrie.

Entreprises visitées	Nombre de conseillères
OSRAM	3
MILLIPORE	4
KRONENBOURG	5
PATES HEIMBURGER	4

Organisation d'un petit déjeuner à l'attention des entreprises de la Communauté de Communes du Canton de Rosheim le 21 octobre 2011 à la mairie de Rosheim :

- un courrier d'invitation a été envoyé à 400 entreprises,
- 17 entreprises présentes ainsi que 4 élus du territoire ont eu une présentation du partenariat Mission Locale / entreprise,
- les secteurs d'activités des entreprises présentes sont diversifiés : viticulture, restauration, exploitation forestière, industrie, association, maison de retraite,
- à la suite de cette demi-journée, la conseillère en charge de ce territoire a effectué un entretien et dans la plupart des cas une visite (15/17) dans chaque entreprise.

❖ Maintien et développement du partenariat avec les Agences Intérim

Ce partenariat régulier avec les agences intérim permet aux conseillères d'avoir des informations sur les besoins en recrutement, les niveaux de recrutement et les exigences des entreprises clientes.

Les résultats en termes d'accès à l'emploi via les agences : GENY INTERIM (2 agences), ALSACE INTERIM (2 agences), CRIT INTERIM (1 agence) et MANPOWER (2 agences) :

- Nombre de **jeunes adressés : 163**
- Nombre de **jeunes inscrits : 145**
- Nombre de **jeunes ayant eu au moins une mission : 73**

Les contacts pris avec l'agence ACTUA à ROSHEIM fin 2011 devraient permettre la mise en place d'un partenariat en 2012.

❖ Sensibilisation des collectivités locales et associations à l'intérêt du Contrat d'Accompagnement à l'Emploi comme étape de parcours.

Il s'agissait de continuer ces démarches entamées en 2009 et 2010 afin d'informer ces employeurs potentiels sur l'intérêt de cette étape pour les jeunes (consolidation du projet, acquisition de compétences, mise en place de formations complémentaires), d'expliquer le type d'accompagnement proposé par la Mission Locale et de faire le point sur le ou les postes qui peuvent être proposés.

- Nombre de **collectivités et associations contactées en 2011 : 44**
- Nombre de **CAE mis en place par la Mission Locale et démarrés en 2011 : 64**

❖ Organisation de recrutements collectifs pour des entreprises partenaires

Il s'agit de bien connaître les besoins de ces entreprises et leur processus de recrutement pour qu'un pré recrutement collectif puisse se dérouler à la Mission Locale et pour proposer éventuellement des immersions au moment le plus judicieux du recrutement.

✧ Les résultats

- CORA : 15 contrats de professionnalisation
- LIDL : 1 CDD
- INDIBATP : 2 CDD

✧ Participation à une opération spécifique partenariale sur le territoire : Les Moissons de l'Emploi en mars 2011

Cette action initiée par la Maison de l'Emploi de Molsheim, consiste à organiser une prospection systématique des P.M.E. du territoire par des binômes de « moissonneurs ».

Les « moissonneurs » sont des demandeurs d'emploi (jeunes ou adultes) et des partenaires emploi / formation du territoire ; une conseillère de la Mission Locale a participé à une journée de prospection directe auprès des entreprises ciblées.

Après cette étape de prospection, les 65 entreprises ayant annoncé qu'elles étaient prêtes à accueillir un ou des stagiaires, ont toutes été contactées par téléphone par les conseillères de la Mission Locale. L'objectif était de donner des informations sur les différents publics susceptibles de les contacter pour une immersion et sur les différents types de stages existants afin d'élargir à un public sortis du système scolaire les possibilités de stage proposées par ces entreprises.

Dispositif apprentissage

✧ Bilan quantitatif

✧ Objectifs prévus :

35 entrées dans le dispositif

	2010	2011
Nombre de jeunes entrés dans le dispositif apprentissage	34	35
Nombre de positionnements réalisés	31	42
Nombre d'immersions courtes	15	7
Nombre d'immersions longues	9	6

✧ Résultats :

Total de **43 jeunes** (35 jeunes repérés en 2011 + 8 jeunes intégrés dans le dispositif en 2010)

	2011
Contrat d'apprentissage	10
Contrat de professionnalisation	5
CDI	3
CDD	5
Formation	3
Recherche de contrat	6
Demandeur d'emploi	8
Contrat aidé	2
Retour formation Initiale	1

- **67 %** d'issues positives.

✧ Répartition des 41 positionnements :

	Nombre de positionnements
CEFPPA.	1
CFA Agricole	3
CFA Compagnon du devoir	1
CFA Geiler	5
CFA Oberlin	4
CFA Paul Emile Victor	1
FORM'AS	4
INFA	3
A.P.P.	19
TOTAL	41

✧ Secteur d'activité visé par les 43 jeunes dans le dispositif en 2011 :

	Nombre de jeunes
Social	3
Animation	5
Agriculture	3
Bâtiment	6
Coiffure	4
Tertiaire	4
Commerce	10
Métiers de la bouche	1
Industrie	3
Infographie	1
Service	2
Restauration	1
TOTAL	43

✧ Diplôme visé :

	Nombre de jeunes
C.A.P. ou niveau 5 (AMP)	20
Bac Pro	8
B.T.S	9
Diplôme de niveau 4 (BPJEPS)	5
BP	1
TOTAL	43

✧ **Bilan qualitatif**

Un des objectifs du « dispositif préparatoire à l'accès à l'apprentissage » est de créer et de favoriser les liens entre les jeunes et les CFA.

C'est pour cela qu'en 2011, nous avons souhaité enrichir nos relations avec les CFA de Strasbourg. Cette année a été une année de redéploiement des positionnements, en effet nous avons organisé, dès que cela était possible, des positionnements au sein des CFA Strasbourgeois. Dès le début de l'année nous nous sommes rapprochés d'eux afin d'organiser les rendez-vous et les restitutions en présence des conseillères. Cette démarche commune nous semble essentielle pour les futurs apprentis. Cette rencontre au CFA (en présence d'un professeur et du chef d'établissement), le regard du CFA en amont de la rentrée scolaire, le point de vue sur les besoins de remise à niveau apportent de la cohérence pour le jeune par rapport à son projet. Cette étape permet l'appropriation du parcours et le rend réaliste et réalisable à court terme.

De plus, pour les CFA proposant essentiellement un positionnement d'évaluation de connaissances du métier et de motivation, nous organisons en parallèle un positionnement de niveau par les APP. Cette organisation permet une vision éclairée sur les besoins du jeune en terme de remise à niveau en amont d'un contrat et de retravailler son argumentation face à un futur employeur.

Pour faciliter ce travail, nous avons participé aux visites organisées par la Mission Locale de Strasbourg aux CFA d'Eschau, CEFPPA, Form'as et Compagnons du devoir. Ces rencontres ont permis d'échanger sur les filières et les métiers, de visualiser l'organisation des CFA, rencontrer des apprentis. Dans le cadre de l'accompagnement à l'apprentissage il nous semble important que les conseillères puissent connaître l'environnement de leurs

futurs apprentis. Ainsi elles peuvent apporter leurs connaissances et rassurer les jeunes.

- La Chambre de Métiers d'Alsace intervient en collectif ou en individuel auprès des jeunes et des conseillères, elle a réalisé :
 - 3 interventions collectives
 - 5 permanences
 - 1 intervention auprès des conseillères (formation des acteurs)
 - 12 suivis individualisés

- La Chambre de Commerce et d'Industrie section du Bas-Rhin a réalisé :
 - 10 suivis auprès de jeunes en appui à leur recherche de contrat.
 - 1 intervention auprès des conseillères (formation des acteurs)

- La Mission Locale de Molsheim a participé à 1 réunion Départementale en 2011.

- La Mission locale de Molsheim a organisé une visite du CFA Agricole prévue le 20 janvier 2012. La journée se déroulera en plusieurs temps :
 - Accueil par le directeur et son adjoint
 - Présentation :
 - o des modalités de recrutement, des filières de formation
 - o d'une méthode de pédagogie adaptée pour des publics fragilisés
 - Intervention du CFPPA
 - Visite de l'exploitation
 - ↳ 14 professionnels inscrits.

✧ Perspectives 2012

- Privilégier la mise en place des positionnements au sein des CFA.
- Assurer la visite du CFA Agricole du 20 janvier 2012.
- Organiser sur notre territoire, une visite du CFA Paul Emile VICTOR, pour les collègues de la région afin d'apporter les informations nécessaires sur les métiers, l'organisation des rencontres jeunes.
- Renforcer le travail de partenariat avec les Chambres Consulaires en programmant des permanences jeunes, des interventions auprès de groupe, auprès des conseillers.

Bilan des Ateliers Collectifs d'Orientation

✧ Nombre de sessions et public

- **3 sessions** : en mars, juin et octobre 2011
- **30** jeunes ont participé à ces ateliers :
 - o Session 1 : **11** participants
 - o Session 2 : **6** participants
 - o Session 3 : **13** participants

✧ Déroulement

Les 3 groupes ont bénéficié de 15 demi-journées de regroupement réparties sur 3 semaines.

Les participants ont travaillé sur leurs intérêts, leurs capacités à travers des exercices de la méthode A.D.V.P. et de l'outil Pass Avenir.

La découverte des métiers s'est faite par l'intermédiaire :

- o Des visites en entreprise (KRONENBOURG, VARICOR, TRIUMPH, MILLIPORE, HYPERMARCHÉ LECLERC),
- o D'une visite au CFA d'ESCHAU lors de la 3^{ème} session,
- o Des intervenants : INDIBATP (métiers de l'industrie et du bâtiment), Chambre des Métiers d'Alsace (informations sur l'apprentissage),
- o D'un petit déjeuner (1 par session) regroupant des professionnels : métiers de l'industrie, commerce, social, agriculture, santé, sécurité, aide à domicile, animateur, éducateur, agent qualité de l'eau,
- o Des enquêtes métiers,
- o Du logiciel Planète Métiers.

L'approche de l'entreprise, les comportements adéquats, la communication en entreprise ont été abordés grâce à des mises en scène de situations, souvent vécues par les jeunes, proposées par des comédiens pratiquant le théâtre d'improvisation.

La recherche d'immersions a été traitée pour chaque participant, le relais étant pris par le conseiller après l'atelier.

Des entretiens tripartites, animatrice de l'atelier, jeune et conseiller, ont été organisés à la fin de chaque session.

✧ Difficultés

Plusieurs jeunes se sont désistés au moment du démarrage du deuxième groupe, ce qui explique l'effectif de 6 jeunes pour cette session mais l'objectif annuel a été atteint.

✧ Bilan

- **30** participants
- **20** jeunes ont validé leur projet
- **21** immersions réalisées
- **8** entrées en formation
- **1** contrat de professionnalisation
- **2** contrats d'apprentissage
- **1** retour en formation initiale
- **15** accès à l'emploi au cours des 6 mois suivant l'atelier
- **1** abandon

✧ Moyens

5 conseillères se sont relayées pour animer ou co-animer les ateliers et ont préparé les contenus, contacté les intervenants extérieurs, organisé les visites.

CAE : étape de parcours vers l'emploi ou la formation

✧ Contexte :

Depuis la mise en place des CAE passerelles en 2009, la Mission Locale a prescrit 16 CAE en 2009 et 73 en 2010. Cela nous permet aujourd'hui de disposer d'un réseau de partenaires et de tuteurs au sein des collectivités locales et associations du territoire, sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour construire le CAE comme une étape de parcours vers l'emploi ou la formation. En ce qui concerne l'accès à la formation, la Région Alsace a appuyé cette démarche par un financement spécifique pour l'année 2011. 66 jeunes ont été suivis dans cette mesure en 2011.

✧ Le rôle de la Mission Locale :

En amont du contrat :

- Prospection des employeurs
- Recrutement et préparation du jeune
- Stage de pré-recrutement

Mise en place du contrat :

- Établissement de la fiche de poste
- Appui à la mise en place de la convention

Suivi pendant le contrat :

- Suivi au sein de la collectivité ou de l'association (*conseiller, jeune, tuteur*)
- Mise en place des immersions : (identification des besoins, recherche de l'entreprise d'accueil, mise en œuvre de la convention)
- Bilan des immersions

Ce travail a été réalisé par les conseillers et l'agent Pôle Emploi mis à disposition de la Mission Locale.

En parallèle, des outils ont été mobilisés pour faciliter la suite des parcours :

- Aides à la mobilité : 10 personnes
- Aides financières : 1 personne
- Aides au logement : 4 personnes
- Parrainage : 2 personnes.

En ce qui concerne les immersions en entreprise :

- 23 immersions en entreprises ont été réalisées en 2011 ;
- 23 sont négociées et prévues lors du 1^{er} semestre 2012.

De plus selon le projet professionnel des jeunes, la mise en place d'action de formation a été proposée pour 29 personnes (43 %).

- Pour 16 personnes : les employeurs « CAE » ont pris en charge le coût de la formation :
- Pour 13 personnes : les formations sont financées par le droit commun.

Résultats de l'action :

Sur les 66 contrats suivis en 2011 : 56 sont en cours au 31/12/2011.

En ce qui concerne les situations des 10 jeunes ayant terminé leur contrat:

- 2 sont en formation qualifiante
- 3 sont en contrat en alternance
- 1 est en CDI
- 1 est en contrat de + de 6 mois
- 3 ont un CDD de – 6 mois

❖ Accès à la formation à travers l'étape CAE

Ce projet concerne les jeunes ayant un objectif d'entrée en formation à l'issue du CAE.

❖ Finalité :

Favoriser l'accès à la formation.

✧ Objectifs :

- Concevoir le CAE comme une étape valorisante vers un parcours qualifiant,
- Définir en début d'étape les objectifs avec le jeune et le tuteur : validation du projet professionnel, acquisition de compétences professionnelles et personnelles, formations complémentaires...,
- Mettre en place un outil de suivi permettant aux jeunes de s'approprier l'évaluation de leur parcours afin de mieux négocier leur suite de parcours avec un organisme de formation ou une entreprise pour un contrat en alternance,
- Assurer un suivi régulier pour évaluer les compétences et lever les freins éventuellement rencontrés.

✧ Description de l'action :

- Formalisation de l'étape CAE vers un projet formation avec le jeune,
- Recherche d'une entreprise ciblée en relation avec le projet de formation,
- Négociation avec l'employeur et le jeune concerné de la fiche de poste (contenu, horaires, compétences à acquérir...) en prévoyant une ou des formations si nécessaire,
- Evaluations régulières du parcours : 2 ou 3 entretiens tripartites (jeune, tuteur et conseiller),
- Mise en place d'immersions en entreprise et suivi,
- Prévoir un outil de suivi qui permette de noter les acquis, les progressions, les points à travailler et qui permette de faciliter la négociation avec un organisme de formation qualifiant ou une entreprise proposant un contrat en alternance,
- Préparer et accompagner le jeune dans ses démarches pour une entrée en formation en assurant une médiation avec l'organisme ou l'entreprise concernée.

❖ Résultats de l'action

Analyse chiffrée :

- 20 jeunes ont été suivis en 2011 avec l'objectif de se qualifier pendant ou après le CAE
- 9 jeunes ont bénéficié de formation financées par l'employeur (BPJEPS, BAFA, BAFD, CQP, Gestes et Postures, Protocole sanitaire)
- 9 jeunes ont réalisé une formation financées par le droit commun.(BAPAAT, APP, BAFA)
- 7 jeunes ont réalisés 11 immersions et 4 sont prévues pour début de l'année 2012
- 14 jeunes en cours de contrat au 31/12/2011.
- 6 jeunes en fin de CAE :
 - o 2 sont en formation qualifiante
 - o 3 sont en contrat en alternance
 - o 1 a obtenu un CDD de + de 6 mois suite à l'obtention du BPJEPS en cours du CAE

❖ Evaluation des Indicateurs et des Moyens

Indicateurs ou Moyens attendus	Indicateurs réalisés
20 jeunes suivis	20 jeunes
Création d'un outil de suivi et coordination	Oui
Tutorat en entreprise	Oui
Entretiens réguliers conseiller/jeune/tuteur (2 à 3entretiens)	Oui
Préparation étape formation	Oui

Analyse qualitative

De part la formalisation de l'étape CAE dans un futur parcours de formation, de la recherche ciblée et de la négociation avec l'employeur, aucune rupture de contrat n'a été constatée.

La mise en place d'une fiche de poste adaptée au projet de formation du jeune a permis à l'ensemble des acteurs (jeune, tuteur, conseiller) d'y trouver un sens et d'évaluer les compétences acquises et si besoin mettre en place pendant la durée de contrat des formations complémentaires.

L'utilisation de l'outil de suivi décliné en plusieurs items rend cette démarche cohérente et nécessaire pendant et après le contrat. En effet chaque item à son importance :

- **« suivi et accompagnement »** : sont renseignés les temps de rencontres ou d'entretiens, les objectifs, les personnes présentes, les actions réalisées et les évolutions de la personne et le prochain rendez-vous. Ce document permet de reprendre avec les acteurs, d'un entretien à l'autre, les actions réalisées et l'évolution de la personne.
- **« Immersion(s) réalisée(s) / formations complémentaires engagées/ autres outils mobilisés »** cette synthèse reprend l'ensemble des outils mobilisés et mobilisables pour la suite du parcours.
- **« fiche de poste »** négociée en amont du démarrage, cette fiche permet d'évaluer l'évolution des compétences et des savoirs être ; d'identifier les démarches à réaliser, la formation à prévoir et les immersions à envisager. Cette fiche est co signée par l'ensemble des acteurs (jeune, tuteur, conseiller).
- **« Bilan final »** est renseigné par le tuteur, le jeune et la conseillère à la fin de la période CAE. Ce document apprécié par tous permet de dégager les points forts, les atouts et le projet professionnel. Une copie est transmise au tuteur.

L'ensemble de ce dossier est transmis au jeune pour qu'il puisse s'en saisir et l'utiliser lors d'entretien de sélection soit en formation qualifiante ou en contrat en alternance.

L'accompagnement réalisé par les conseillers pendant la période de CAE répond à ce besoin ; **la sécurisation des parcours professionnels.**

Leur appui, tout au long de cette étape, permet de garder un fil conducteur par rapport aux objectifs posés au démarrage du contrat, de mobiliser des outils pour favoriser l'accès à la formation, d'être le lien entre le tuteur et le jeune. Le rôle du conseiller dans cet accompagnement est d'avoir une vision prospective.

✧ Perspectives 2012

L'objectif de la Mission Locale de Molsheim est de promouvoir et de favoriser l'accès à la formation qualifiante. Cette étape « CAE » est un moyen efficace pour y répondre. Pour certains la formation est organisée pendant ce contrat, pour d'autres c'est un moyen d'y accéder par la suite.

La volonté de la Mission Locale est de privilégier l'accès au CAE pour des jeunes pour qui cette période doit être valorisante et valorisée ; dans un objectif d'acquisition de capacités et de compétences professionnelles menant à la qualification.

La durée de parcours peut varier, d'1 voir 2 ans, selon le profil et le projet du jeune.

Nous souhaitons créer un document de « présentation de la mesure » à destination des employeurs. Ce document qui reprendrait les fondamentaux, les conditions de mise en œuvre, les objectifs, le rôle du tuteur interne, serait transmis en amont de la mise en place d'un contrat.

Nous souhaiterions en 2012 proposer cet accompagnement, qui à démontré toute son efficacité, à un panel plus important (pour rappel : 20 jeunes concernés pour l'année 2011).

L'entrée en qualification

✧ Contexte :

Nous faisons le constat que la sécurisation des parcours de formation et la diminution du nombre d'abandons en cours de formation passent par une coordination forte entre le conseiller Mission Locale et le formateur et par la levée progressive des problèmes périphériques au fur et à mesure de leurs apparitions.

Cela implique des entretiens tripartites (jeunes, formateur, conseiller) avant, pendant, en fin de formation et en cas de difficulté particulière vécue par le jeune pendant la formation.

Souhaitant maintenir cette coordination et ce lien avec le jeune pendant les étapes de type « Approche de la Vie Professionnelle » ou « Pré qualification », ce projet nous permettra de continuer à affecter du temps conseillers à cette mission.

✧ Finalité :

Favoriser l'accès à la qualification

✧ Description de l'action :

- Après la phase de diagnostic et/ou de validation de projet, le conseiller prépare le jeune à intégrer une formation de type mobilisation ou pré qualification,
- Après l'information collective, un entretien tripartite est organisé avec le formateur, le jeune et le conseiller afin de valider les objectifs de l'entrée de formation,
- Un entretien intermédiaire est prévu en cours de formation.
- En cas de difficultés, le jeune ou le formateur peuvent solliciter l'organisation d'un entretien supplémentaire,
- Un entretien tripartite final permet de prévoir les étapes pertinentes à envisager pour la suite de parcours,
- En lien avec l'animatrice emploi formation, participation à l'adaptation des formations par rapport aux besoins du public et des entreprises,
- Participation aux bilans collectifs des actions pour analyser les besoins du public,
- Faire remonter les besoins en termes de contenus, de rythme de formation,
- Vérifier l'adéquation des prescriptions d'entrées en formation en fonction des contenus de formation et des pré-requis attendus par l'organisme de formation.

❖ Indicateurs :

- Nombre de jeunes concernés (objectif : 80 jeunes)
- Nombre de sorties positives (formation ou emploi) par type d'action (objectif : 50%)

❖ Résultats de l'action

❖ Analyse chiffrée :

1) Suivi des jeunes en Formation « ORIENTATION » :

Ci-dessous l'analyse sur les suites de parcours de 78 jeunes ayant eu une première étape dite « Orientation ».

Bilan 1^{ère} phase orientation :

- 78 jeunes ayant eu 1^{ère} étape formation « mobilisation »
- 19 jeunes ont réalisé une 2^{ème} étape formation :
 - o mobilisation : 5
 - o adaptation : 1
 - o pré qualification : 9
 - o qualification : 4
 - o 3 jeunes ont réalisé une 3^{ème} étape formation :
 - o mobilisation : 2
 - o qualification : 1

Situation au 31/12/2011 après (minimum) une étape « orientation » :

Formation	19
Contrat de professionnalisation	1
Contrat d'apprentissage	6
CUI CAE	7
CUI CIE	3
CDD – de 6 mois	4
CDD + de 6 mois	2
CDI	5
Retour en formation initiale	3
+ de 26 ans	1
Situation non professionnelle (maladie, maternité...)	7
Demandeurs d'emploi	20

Situations emploi	Situations apprenantes
CIE CAE CDD (- de 6 et + de 6 mois) CDI	Formation en cours Contrat professionnalisation Contrat apprentissage Retour formation initiale
} 21 jeunes	} 29 jeunes

Nombre de rupture : **2 jeunes**

2) Suivi des jeunes en Formation « PRE QUALIFICATION » :

Ci-dessous l'analyse sur les suites de parcours de 64 jeunes ayant eu une première étape dite « Pré qualification ».

Bilan 1^{ère} phase « Pré qualification » :

- 64 jeunes ayant eu 1^{ère} étape formation « Pré qualification »
- 14 jeunes ont réalisé une 2^{ème} étape formation :
 - o mobilisation : 1
 - o pré qualification : 2
 - o qualification : 11

Situation au 31/12/2011 après (minimum) une étape « Pré qualification » :

Formation	17
Contrat de professionnalisation	5
Contrat d'apprentissage	6
CDD – de 6 mois	7
CDD + de 6 mois	5
CDI	2
Retour en formation initiale	1
+ de 26 ans	1
Situation non professionnelle (maladie, maternité...)	1
Demandeurs d'emploi	19

Situations emploi	Situations apprenantes
CIE CAE CDD (- de 6 et + de 6 mois) CDI	Formation en cours Contrat professionnalisation Contrat apprentissage Retour formation initiale
} 14 jeunes	} 29 jeunes

Nombre de rupture : **0 jeunes**

✧ Evaluation des Indicateurs et des Moyens

Indicateurs attendus	Indicateurs réalisés
80 jeunes accompagnés	142 jeunes accompagnés
50 % d'accès à l'emploi et à la formation	65 %
280 heures prévues pour l'accompagnement pendant la formation	387 heures réalisées pendant les formations

✧ Analyse qualitative

A travers l'analyse chiffrée, nous confirmons que le travail de coordination permet la sécurisation des parcours ; en effet, très peu de ruptures sont à constater (2 jeunes / 142 jeunes entrés en formation). Ces résultats sont les effets de l'accompagnement réalisés par les conseillères en amont et pendant la période de formation ; par un bon diagnostic validant le projet, à la préparation du jeune avant l'information collective, à la présence des conseillères tout au long de ce parcours.

Toutes ces étapes d'accompagnement permettent par ailleurs de consolider les parcours. Les suites sont très positives en terme de sorties : **64 %** des jeunes ayant eu une première étape de formation « orientation » sont en emploi ou en situations apprenantes (voir tableau ci-dessus) ; **67%** des jeunes ayant eu une première étape « pré qualification » sont en emploi ou en situation apprenantes (voir tableau ci-dessus).

La coordination avec les organismes de formation est un point fort à l'aboutissement de ces résultats.

✧ Perspectives 2012

Nous souhaitons renforcer la coordination avec Pôle Emploi pour créer des passerelles entre les actions de formation du Plan Régional de Formation (PRF) financées par la Région et celles de Pôle emploi.

Maintenir le travail de préparation et d'accompagnement des jeunes.

Collaborer avec l'Animateur Emploi Formation et les développeurs de la Région Alsace sur l'évaluation des besoins, la mise en place de formations adaptées au marché de l'emploi.

Accompagnement des jeunes bénéficiaires du RSA

Le R.S.A. a remplacé le R.M.I. et l'A.P.I. à compter de juin 2009 sous 2 formes : le R.S.A. socle et le R.S.A. activité.

Au 1^{er} septembre 2010, le dispositif R.S.A. a été étendu aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans sous conditions spécifiques.

Les jeunes de 18 à 25 ans sont donc concernés par le R.S.A. socle pour les couples ou personnes seules attendant ou ayant un ou plusieurs enfants et par le R.S.A. « jeune » pour les personnes n'ayant aucune ressource lors de la demande et ayant eu une activité de 2 ans dans les 3 ans précédant.

Les Missions Locales ont été désignées comme accompagnateur socioprofessionnel des jeunes bénéficiaires du R.S.A.

La Mission Locale de Molsheim intervient sur les cantons de Molsheim, Rosheim, Schirmeck, Saales, Wasselonne et Obernai. Du fait de sa couverture géographique, elle est sollicitée par les UTAMS de Molsheim et de Sélestat, pour la mise en place des accompagnements.

❖ Bilan global de l'action

Conditions de mise en œuvre

Dès juillet 2010, nous avons participé à plusieurs réunions de travail avec le service « Pôle Aide à la Personne » du Conseil Général du Bas-Rhin. Ces rencontres avaient pour objectifs la mise en œuvre de l'accompagnement de jeunes bénéficiaires du RSA par les Missions Locales en 2011.

Dès janvier 2011, des réunions de travail ont été organisées entre la Directrice Adjointe et les Conseillères Territoriales d'Insertion de l'UTAMS de Molsheim et Sélestat. Ces temps d'organisation et d'échanges d'informations ont permis l'appropriation organisationnelle et réglementaire de ce dispositif.

Informations :

- 1) « Opérationnelles » :
Présentation des partenaires
Explications des outils d'accompagnement (contrat d'engagement, APRE)
- 2) « Institutionnelles » :
Les instances (CTRSA « ré orientation » « Convocation »)
Les droits et les devoirs des bénéficiaires
Les différents types d'accompagnement : « social ou socioprofessionnel »

Organisation prévue pour 2011:

UTAMS de Molsheim :

Participation aux réunions de contractualisation et aux instances de réorientation.

UTAMS de Sélestat :

Participation aux réunions de contractualisation dès lors que des jeunes du canton d'Obernai sont invités.

❖ Les résultats attendus

30 jeunes bénéficiaires du RSA socle ou socle majoré pour qui un accompagnement « socio professionnel » a été préconisé en réunion de contractualisation ou en instance de réorientation.

Concernant les sorties positives, il nous semblait prudent de prévoir 4 sorties. Cette modération est liée au fait de notre 1^{ère} année d'accompagnement et de l'éloignement à l'emploi du public concerné. Ce qui engendre des parcours d'accompagnement longs.

❖ Mesures prises tout au long de l'action

Auprès des Partenaires :

La Mission Locale étant un partenaire récent dans ce dispositif, il nous a semblé important, après quelques mois d'accompagnement, de généraliser notre présence lors des réunions de contractualisation organisées par les UTAMS de Molsheim et de Sélestat et des CTRSA réorientation. Notre présence régulière permet aux deux instances une connaissance affinée de notre méthode d'accompagnement, ce qui leur permet, depuis, de nous orienter plus naturellement des bénéficiaires.

Auprès du Public :

Lors des premiers mois de l'année 2011, nous avons constaté un manque d'adhésion de la part des bénéficiaires. Pour certains, dès leur 1^{er} contrat d'engagement, pour d'autres dans les mois qui ont suivis. Pour palier à cela, nous avons proposé cette méthodologie :

- notre présence lors des réunions de contractualisation : cela simplifie le 1^{er} contact, donne des repères aux bénéficiaires

- une invitation au 1^{er} entretien : cela organise l'accompagnement et le rend officiel
- un ré explication des droits et de devoirs lors de la 1^{ère} rencontre : cela clarifie les obligations et les engagements. Une présentation de la structure est faite (méthode d'accompagnement, services proposés, outils)

Celle-ci renforce notre légitimité à les accompagner et repose le cadre institutionnel du dispositif.

Auprès des Conseillères de la Mission Locale

Pour faciliter l'adaptation à ce nouveau dispositif, nous avons organisé deux interventions :

- « Comment aider le bénéficiaire à la formalisation d'objectifs ou d'étapes lors d'un renouvellement d'engagement ? »
- « Le dispositif APRE : les modalités d'utilisations, les aides possibles... »

✧ Les modalités d'exécutions

✧ Description des actions

A destination du public :

La Mission Locale a participé à 13 réunions de contractualisation en 2011 (9 sur Molsheim, 4 sur Obernai). Sa participation consiste à être présente lors des informations collectives, à mener des entretiens individuels de contractualisation, à participer à la réunion de fin de séance où chaque partenaire apporte un diagnostic des situations rencontrées afin de préconiser le référent le plus adapté.

Dès le 1^{er} accueil, nous proposons un accompagnement renforcé et individualisé. La conseillère propose des rendez-vous tous les 15 jours à proximité du domicile du bénéficiaire. Dans un premiers temps, un travail de diagnostic est réalisé en prenant en compte les éléments renseignés lors du 1^{er} contrat d'engagement et du document « mon parcours » que le bénéficiaire a rempli en réunion de contractualisation. Cette démarche renforce l'adhésion du bénéficiaire puisque nous démarrons l'accompagnement en partant de ses attentes et de ses besoins.

Progressivement, des bilans d'étapes sont réalisés afin de négocier et formaliser les étapes suivantes. La mobilisation de certains outils intervient selon l'avancé du parcours du bénéficiaire. Pour certains d'entre eux, la définition d'un projet professionnel est un préalable, pour d'autres les problématiques d'emploi ou les freins périphériques sont à travailler en amont ou en parallèle d'une future insertion professionnelle (garde d'enfants, mobilité, logement, santé).

Pour les bénéficiaires qui ne se présentent pas aux rendez-vous proposés ou qui ne respectent pas leurs engagements (comportement très fréquent dans ce dispositif) et après plusieurs relances et sans contact de leur part, nous instruisons une demande de convocation auprès de la CTRSA (9 réalisées en 2011).

A destination des partenaires :

Depuis février 2011, nous participons à la CTRSA « réorientation » de Molsheim (6 en 2011). Ces temps d'échanges et de décisions améliorent notre connaissance et notre savoir faire sur les modalités de suivi. De plus, lors de chaque commission, un temps d'échanges d'informations est proposé à chaque partenaire. Cela a donc permis à la Mission Locale de faire connaître auprès des partenaires ses méthodes d'accompagnement et ses différents outils mobilisables.

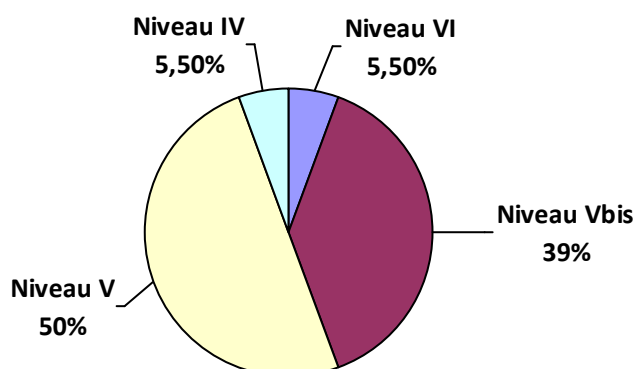
Par ailleurs, nous avons établi une fiche de liaison « demande de CAE » à destination de Pôle Emploi. Cette fiche permet d'informer les objectifs de cette étape ciblée par rapport au projet du bénéficiaire en lien avec l'offre de contrat.

De même, nous avons participé au comité de pilotage PDI organisé le 29 novembre 2011 par l'UTAMS de Molsheim en présence de Monsieur Frédéric BIERRY, Conseiller Général.

❖ Caractéristiques des participants

- 36 bénéficiaires du RSA ont été accompagnés en 2011, 83 % sont des femmes (30).
- Une majorité de ces femmes sont seules avec un ou des enfants.

✧ Les Niveaux d'instruction



- 94 % d'entre eux sont de niveau \leq à V.
- 69,5 % ont entre 18 et 24 ans lors du démarrage de leur accompagnement (25 personnes) et 30,5 % entre 25 et 26 ans.

✧ Synthèse :

Une majorité des personnes sont du genre féminin, pas ou peu qualifiée, proche de la limite d'âge en Mission Locale. Pour certaines, la notion de l'engagement vers l'insertion professionnelle n'est pas encore acquise (certaines mères pensent qu'il suffit « *de vouloir élever ses enfants* » pour répondre aux objectifs du RSA). Les anciens repères de l'API sont encore, à ce jour, très présents...

✧ Les modalités de pilotage et de suivi de l'opération

Les conseillères renseignent l'ensemble des entretiens réalisés, les outils utilisés et les situations des bénéficiaires dans le logiciel national des Missions Locales **P3**.

Des temps de coordination et de suivi sont réalisés très régulièrement entre la Directrice Adjointe et les Conseillères. En individuel ou en collectif, ces temps permettent la transmission des informations, la gestion des contrats en cours, les modalités de suivi, les démarches à réaliser auprès des commissions.

La Directrice et la Directrice Adjointe participent à l'ensemble des réunions proposées par le Conseil Général 67 ou par les UTAMS dans l'objectif de réactualiser et transmettre à l'équipe les nouvelles modalités de suivi.

✧ Les outils mobilisés

Pour favoriser l'accès à l'emploi durable, nous proposons, dans le cadre des entretiens individuels, d'accompagner les personnes à élaborer un projet professionnel réaliste au regard de leur situation, de mobiliser l'ensemble des outils permettant la résolution de problèmes périphériques pouvant entraver leur insertion professionnelle (frais de garde, de transport, de subsistance...). Pour ce faire, nous mobilisons les outils tels que l'APRE, des aides directes mobilisables en interne, les CCAS du territoire. Concernant l'accès à l'emploi, nous négocions avec Pôle Emploi la mise en place de contrats aidés (CAE, CIE) en considérant cette période comme une étape valorisante et tremplin à l'emploi durable.

✧ Les résultats obtenus

L'ensemble des résultats attendus sont atteints au regard des indicateurs prévus :

	Indicateurs ou objectifs prévus	Indicateurs ou objectifs réalisés
Nombres de bénéficiaires accompagnés	30	36
Mise en place de procédures	A réaliser	Réalisé
Mise en place d'outils de suivi	A réaliser	Réalisé
Majorité de public féminin	80 %	83%
Nombre de sorties positives	4	7

Les résultats des sorties positives sont au-delà de nos prévisions.

Au 31/12/2011, nous enregistrons 21 sorties du dispositif. Ces sorties sont :

- 7 pour emploi
- 4 bénéficiaires ayant + de 26 ans
- 3 bénéficiaires pour qui une demande de ré orientation a été demandée
- 4 déménagements
- 3 pour abandon

✧ Evaluation et perspectives

Cette année expérimentale nous a permis l'appropriation de ce dispositif avec ses règles, son organisation et son réseau partenarial. L'approche et l'accompagnement de ce public, jeunes femmes isolées pour une majorité, a été pour nous une nouvelle expérience. Cela nous a demandé une approche différente et un accompagnement adapté à ce public (public qui n'était pas accompagné précédemment en Mission Locale). L'adaptation porte sur la non prise en compte des bénéficiaires des démarches à réaliser pour leur insertion professionnelle, le manque de régularité des entretiens, les problématiques énoncées (la difficulté de se séparer de l'enfant, les frais de gardes, les difficultés psychologiques...).

Pour l'année 2012, nous participerons à l'ensemble des réunions de contractualisation, ce qui nous permettra rapidement de prendre en charge le suivi des bénéficiaires. Par ailleurs, les personnes nouvellement bénéficiaires du RSA n'auront pas eu le temps de s'installer dans ce dispositif sans contrat d'engagement, ce qui facilitera notre accompagnement vers l'insertion professionnelle.



COMPTES ANNUELS

2011

BUDGET REALISE PRODUITS 2011

	Réalisé 2011	Réalisé 2010
SUBVENTIONS TOTALES	448 838,73	528 444,27
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EN ACTIVITE PRINCIPALE	324 580,39	403 156,35
SUBVENTIONS DE L'ETAT	153 424,00	228 621,00
<i>FFPPS (LFI fonctionnement)</i>	<i>153 424,00</i>	<i>148 621,00</i>
<i>FFPPS (LFI fonctionnement) - fonds complémentaires</i>		<i>80 000,00</i>
<i>Contrat de Plan Etat Région</i>		
<i>Autres subventions ministère Emploi et Solidarité (DDASS, DDTEFP...)</i>		
<i>Autres ministères : justice/contrat de ville...</i>		
<i>Accompagnement CIVIS</i>		
CONTRIBUTION DES ORGANISMES PUBLICS (CNASEA)	0,00	6 175,80
SUBVENTIONS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	171 156,39	168 359,55
<i>Conseil Régional</i>	<i>83 535,00</i>	<i>78 976,00</i>
<i>Conseil Général</i>	<i>13 448,53</i>	<i>18 720,00</i>
<i>Communes</i>	<i>6 302,45</i>	<i>6 173,99</i>
<i>Etablissements publics de coopération intercommunale</i>	<i>67 870,41</i>	<i>64 489,56</i>
<i>Autres établissements publics locaux (CCAS...)</i>		
APPORT DES ORGANISMES PRIVES (OPCA, AGEFIPH...)	0,00	0,00
FONDS EUROPEENS (liés à l'activité principale)	0,00	0,00
<i>FSE - objectif 3 contrep. Subv Etat fonct.</i>		
<i>FSE - autres (objectif 3, objectif 1, objectif 2 politiques de la ville)</i>		
SUBVENTIONS LIEES AUX ACTIVITES SPECIFIQUES	124 258,34	125 287,92
<i>Actions santé / logement</i>	<i>0,00</i>	<i>8 000,00</i>
<i>De l'Etat</i>		<i>8 000,00</i>
<i>De la Région</i>		
<i>Des autres collectivités ou EPCI</i>		
<i>Parrainage</i>	<i>3 000,00</i>	<i>0,00</i>
<i>De l'Etat</i>	<i>3 000,00</i>	
<i>De la Région</i>		
<i>Des autres collectivités ou EPCI</i>		
<i>Autres actions spécifiques (Co-traitance ANPE, ASI, actions spécifiques Région...)</i>	<i>121 258,34</i>	<i>117 287,92</i>
<i>De l'Etat</i>	<i>5 800,00</i>	
<i>De la Région</i>	<i>44 844,71</i>	<i>49 819,92</i>
<i>Du Conseil Général</i>	<i>5 971,47</i>	
<i>Des autres collectivités ou EPCI</i>	<i>40 250,00</i>	<i>40 250,00</i>
<i>Fonds Européens pour activités spécifiques</i>	<i>24 392,16</i>	<i>27 218,00</i>
FONDS GERES POUR LE COMPTE D'AUTRUI (FAJ, aides mobilités...)	25 829,79	28 449,71
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	464,88	464,88
PRODUITS FINANCIERS	3 822,86	1 458,69
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 929,00	7 864,72
REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		0,00
TRANSFERT DE CHARGES	4 188,25	21 953,05
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs - Utilisation des enveloppes financières de l'année N-1	30 713,34	0,00
Déficit de l'exercice	5 519,89	
TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	525 306,74	588 635,32
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	42 000,00	42 000,00
<i>Mise à disposition gratuite de personnel</i>		
<i>Etablissements publics nationaux (ANPE...)</i>	<i>42 000,00</i>	<i>42 000,00</i>
<i>Mise à disposition gratuite de biens et services</i>		

BUDGET REALISE CHARGES 2011

	Réalisé 2011	Réalisé 2010
ACHATS	7 428,87	7 006,57
Matières, fournitures, petit équipement	2 935,94	2 437,84
Fournitures de bureau et informatique	3 016,51	3 102,70
Frais de duplication	1 476,42	1 466,03
SERVICES EXTERIEURS	31 705,58	32 215,78
Redevance de crédit-bail	6 469,44	6 469,44
Locations de matériels et autres		
Location de locaux	15 978,00	15 777,66
Charges locatives	4 085,94	3 743,02
Entretien et maintenance	937,71	2 024,06
Primes d'assurance	2 629,89	2 160,00
Etudes et recherches relatives à la gestion		
Divers : documentations, frais de colloques, séminaires	1 604,60	2 041,60
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	79 381,04	88 774,64
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	20 607,94	22 831,47
Informations, publications	10 105,73	7 460,38
Transport de biens, transport collectif du personnel		
Déplacements, missions, réceptions	16 795,53	13 974,04
Frais postaux	2 027,67	4 104,20
Frais de télécommunication	6 281,66	6 744,84
Services bancaires et assimilés	169,56	154,91
Dons spécifiques effectués aux jeunes (FAJ, dépenses de santé...)		
Actions spécifiques (FIPJ, CRA action apprentissage)	21 005,68	28 485,20
Frais de formation	2 144,67	4 783,80
Divers	242,60	235,80
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	25 015,72	23 779,50
Taxe sur les salaires	18 044,00	16 566,00
Participation à la formation professionnelle continue	6 953,00	7 081,00
Autres impôts et taxes	18,72	132,50
CHARGES DE PERSONNEL	361 754,62	376 299,73
Salaires bruts de la structure	257 513,17	265 316,79
Variation de la provision des congés à payer	1 242,00	5 545,00
Indemnités et avantages divers	335,50	434,50
Charges patronales URSSAF	71 608,44	69 032,57
Autres charges patronales (ASSEDIC, retraite, prévoyance...)	26 343,31	27 305,07
Charges sociales sur congés à payer	979,00	3 536,00
Autres charges de personnel (MCA, AST67, CRP, CNP...)	2 193,20	2 337,84
Autres charges de personnel	1 540,00	2 791,96
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00	0,00
CHARGES FINANCIERES	0,00	15,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES	72,00	469,14
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	11 530,67	14 031,04
Dotations aux amortissements	11 530,67	14 031,04
Dotations aux provisions		
Engagements à réaliser sur ressources affectées - Utilisation des enveloppes financières sur l'enveloppe N+1	8 418,24	30 713,34
Excédent de l'exercice	0,00	15 330,58
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	525 306,74	588 635,32
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	42 000,00	42 000,00
Mise à disposition gratuite de personnel		
Etablissements publics nationaux (ANPE...)	42 000,00	42 000,00
Mise à disposition gratuite de biens et services		

BILAN ACTIF 2011

	Brut	Amortissements provisions	Net au 31.12.2011	Net au 31.12.2010
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech. mat. et out. indust.				
Autres immobilisations corporelles	130 272,78	98 567,30	31 705,48	30 539,23
<i>Immobilisations financières</i>				
Autres immobilisations financières				
Total	130 272,78	98 567,30	31 705,48	30 539,23
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>				
Matières premières, approvisionnement				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés				
Fournisseurs débiteurs				
Personnel		-		
Autres créances (subventions à recevoir)	52 180,58	-	52 180,58	68 066,08
<i>Trésorerie</i>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	185 314,81	-	185 314,81	214 808,62
Total	237 495,39		237 495,39	282 874,70
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 667,62	-	1 667,62	1 645,86
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Total	1 667,62		1 667,62	1 645,86
TOTAL ACTIF	369 435,79	98 567,30	270 868,49	315 059,79

BILAN PASSIF 2011

	Net au 31.12.2011	Net au 31.12.2010
CAPITAUX PROPRES		
Fonds associatifs	107 599,63	107 599,63
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	63 881,38	48 550,80
Résultat de l'exercice	- 5 519,89	15 330,58
Subventions d'investissement	1 465,93	1 930,81
Total	167 427,05	173 411,82
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour indemnités de départ à la retraite		
Provisions pour personnel	-	-
Autres provisions pour risques et charges		
Total	-	-
FONDS DEDIES	8 418,24	30 713,34
DETTES		
Emprunts		
Découvert, concours bancaires		
Dettes fournisseurs / comptes rattachés	20 665,42	31 797,53
Personnel	32 556,06	33 868,99
Organismes sociaux	36 341,00	42 468,61
Autres dettes fiscales et sociales	5 460,72	2 799,50
Autres dettes		
Total	95 023,20	110 934,63
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance (avances sur subventions notamment pour activités spécifiques)		
TOTAL PASSIF	270 868,49	315 059,79

BUDGET PREVISIONNEL PRODUITS 2012

	Prévisionnel 2012
SUBVENTIONS TOTALES	502 512,16
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EN ACTIVITE PRINCIPALE	333 711,45
SUBVENTIONS DE L'ETAT	158 000,00
<i>FFPPS (LFI fonctionnement)</i>	<i>158 000,00</i>
<i>FFPPS (LFI fonctionnement) - fonds complémentaires</i>	
<i>Contrat de Plan Etat Région</i>	
<i>Autres subventions ministère Emploi et Solidarité (DDASS, DDTEFP...)</i>	
<i>Autres ministères : justice/contrat de ville...</i>	
<i>Accompagnement CIVIS</i>	
CONTRIBUTION DES ORGANISMES PUBLICS (CNASEA)	
SUBVENTIONS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	175 711,45
<i>Conseil Régional</i>	<i>79 711,53</i>
<i>Conseil Général</i>	<i>8 840,92</i>
<i>Communes</i>	<i>4 095,00</i>
<i>Etablissements publics de coopération intercommunale</i>	<i>83 064,00</i>
<i>Autres établissements publics locaux (CCAS...)</i>	
APPORT DES ORGANISMES PRIVES (OPCA, AGEFIPH...)	0,00
FONDS EUROPEENS (liés à l'activité principale)	0,00
<i>FSE - objectif 3 contrep. Subv Etat fonct.</i>	
<i>FSE - autres (objectif 3, objectif 1, objectif 2 politiques de la ville)</i>	
SUBVENTIONS LIEES AUX ACTIVITES SPECIFIQUES	168 800,71
<i>Actions santé / logement</i>	<i>7 094,00</i>
<i>De l'Etat</i>	<i>7 094,00</i>
<i>De la Région</i>	
<i>Des autres collectivités ou EPCI</i>	
<i>Parrainage</i>	<i>3 500,00</i>
<i>De l'Etat</i>	<i>3 500,00</i>
<i>De la Région</i>	
<i>Des autres collectivités ou EPCI</i>	
<i>Autres actions spécifiques (Co-traitance Pôle Emploi, actions spécifiques Region, FSE...)</i>	<i>158 206,71</i>
<i>De l'Etat</i>	<i>27 300,00</i>
<i>De la Région</i>	<i>54 709,00</i>
<i>Du Conseil Général</i>	<i>9 879,08</i>
<i>Des autres collectivités ou EPCI (Co-traitance Pôle Emploi)</i>	<i>40 250,00</i>
<i>Fonds Européens pour activités spécifiques (Axe 2 - Axe 3)</i>	<i>26 068,63</i>
FONDS GERES POUR LE COMPTE D'AUTRUI (FAJ, aides mobilités...)	17 032,50
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	465,00
PRODUITS FINANCIERS	2 000,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 807,23
REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	4 000,00
TRANSFERT DE CHARGES	3 700,00
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs - Utilisation des enveloppes financières de l'année N-1	8 418,24
Déficit de l'exercice	
TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	541 935,13
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	42 000,00
<i>Mise à disposition gratuite de personnel</i>	
<i>Etablissements publics nationaux (Pôle Emploi...)</i>	<i>42 000,00</i>
<i>Mise à disposition gratuite de biens et services</i>	

BUDGET PREVISIONNEL CHARGES 2012

	Prévisionnel 2012
ACHATS	7 030,00
Matières, fournitures, petit équipement	2 800,00
Fournitures de bureau et informatique	2 730,00
Frais de duplication	1 500,00
SERVICES EXTERIEURS	33 349,00
Redevance de crédit-bail	6 470,00
Locations de matériels et autres	
Location de locaux	16 779,00
Charges locatives	4 200,00
Entretien et maintenance	1 500,00
Primes d'assurance	2 800,00
Etudes et recherches relatives à la gestion	
Divers : documentations, frais de colloques, séminaires	1 600,00
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	81 144,60
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	21 338,00
Informations, publications	9 350,00
Transport de biens, transport collectif du personnel	
Déplacements, missions, réceptions	17 500,00
Frais postaux	2 000,00
Frais de télécommunication	6 500,00
Services bancaires et assimilés	200,00
Dons spécifiques effectués aux jeunes (FAJ, dépenses de santé...)	
Actions spécifiques (FIPJ, CRA action apprentissage)	21 856,60
Frais de formation	2 200,00
Divers	200,00
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	27 350,00
Taxe sur les salaires	19 400,00
Participation à la formation professionnelle continue	7 800,00
Autres impôts et taxes	150,00
CHARGES DE PERSONNEL	382 400,00
Salaires bruts de la structure	267 000,00
Variation de la provision des congés à payer	
Indemnités et avantages divers	800,00
Charges patronales URSSAF	81 800,00
Autres charges patronales (ASSEDIC, retraite, prévoyance...)	30 400,00
Charges sociales sur congés à payer	
Autres charges de personnel (MCA, AIMT, CRP, CNP...)	2 400,00
Autres charges de personnel (CAE, EJ...)	
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00
CHARGES FINANCIERES	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	10 661,53
Dotations aux amortissements	10 661,53
Dotations aux provisions	
Engagements à réaliser sur ressources affectées - Utilisation des enveloppes financières sur l'enveloppe N+1	0,00
Excédent de l'exercice	
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	541 935,13
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	42 000,00
Mise à disposition gratuite de personnel	
Etablissements publics nationaux (Pôle Emploi...)	42 000,00
Mise à disposition gratuite de biens et services	



ANNEXES

Membres du Conseil d'Administration de la Mission Locale – Année 2011

Collège des représentants de l'Etat, de la Région, de Département :

Sous-Préfet D.I.R.E.C.C.T.E. - U.T. Bas-Rhin	Mme LAURENT Dominique M. APPREDERISSE Pascal (suppléant : Mme MONNERY Faustine)
Pôle Emploi de Molsheim Schirmeck Conseil Régional d'Alsace Conseil Général du Bas-Rhin Conseil Général du Bas-Rhin	Mme CLAUSS Sylvie Mme FISCHER Marie-Reine M. FURST Laurent Mme MOREL Alice

Collège des élus :

Député Com. Com. de la Haute Bruche Com. Com. de la Haute Bruche Com. Com. de la Porte du Vignoble Commune de Schirmeck Commune de Still Commune de Wasselonne Commune de Mollkirch Commune de Molsheim Commune d'Ergersheim Commune d'Obernai Commune de Scharrachbergheim-Irmstett Commune de Wolxheim Commune de Mutzig Commune de Duttlenheim Commune de Rosheim Com. Com. du Pays de Ste Odile Commune de Russ	M. FERRY Alain M. GRANDADAM Pierre M. PETIT René Mme ROHMER Marie-Anne M. BIERRY Frédéric Mme JAEGLE Catherine Mme HERRBACH Marie-Jeanne M. DEGRIMA Daniel Mme JEANPERT Chantal Mme WEHR Marianne Mme VOLTZ Anita Mme POKRZYWKA Marie-Anne Mme DATICHY Marie-Hélène Mme DESSEREE Martine M. RUCH Jean-Luc Mme DAVO Denise M. HOELT René (suppléant : M. MAEDER Pascal) M. VIDRIN François
--	---

Collège des représentants socio économiques :

C.C.I. de Strasbourg et du Bas-Rhin C.M.A. AGEFOS PME Alsace Retraité Jeune Chambre économique	M. FRIEDERICH Nicolas (suppléant : M. ANDERHALT Philippe) Mme BARDOL Luisa M. WALTZ Georges (suppléante : Mme DIETZI Françoise) M. SCHITTER André Mme BOETSCH Natacha
--	---

Collège des associations et partenaires :

Agent de développement (CC Haute Bruche) BRUCHE EMPLOI C.I.O. de Molsheim SERVIR C.S.C. Arthur Rimbaud M.G.I. G.A.D. Centre Médico-Social Retraité	M. MUZIOTTI Eric Mme Marie-Pierre GASPAREC M. BADZINSKI Patrick M. HOCHART Laurent Mme MEYER Frédérique Mme BEYRATH Anne-Claudine M. ROTIER Bruno M. GUNTZ Frédéric M. HAZEMANN Gérard
--	--

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU DE LA MISSION LOCALE EN 2011

Chantal JEANPERT	Présidente
Gérard HAZEMANN	Vice Président
Marie-Anne ROHMER	Vice-Présidente
Jean-Luc RUCH	Vice-Président
André SCHITTER	Trésorier
François VIDRIN	Trésorier adjoint
Nicolas FRIEDERICH	Secrétaire
Eric MUZIOTTI	Secrétaire adjoint
Frédérique MEYER	Assesueur
Marie-Hélène DATICHY	Assesueur
Daniel DEGRIMA	Assesueur
Marie-Jeanne HERRBACH	Assesueur
Pierre GRANDADAM	Assesueur
Marie-Reine FISCHER	Assesueur
Dominique LAURENT	Assesueur
Catherine JAEGLE	Assesueur
Marie-Pierre GASPAREC	Assesueur
Martine DESSEREE	Assesueur

Fonctionnement associatif :

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois en 2011 et le Bureau 2 fois. La Présidente, Chantal JEANPERT et les Vice-Présidents, Marie-Anne ROHMER, Gérard HAZEMANN et Jean Luc RUCH se réunissent régulièrement lors de sessions de travail en fonction des thèmes de l'actualité de la Mission Locale.

Fin 2011, suite à la sollicitation de Chantal JEANPERT, Gérard HAZEMANN, Vice-Président, a accepté de prendre en charge le suivi de la démarche d'autoévaluation initiée par le Conseil d'Administration de la Mission Locale



L'équipe de la Mission Locale Bruche Mossig Piémont

- ✦ Chantal JEANPERT -----> Présidente
- ✦ Dany DELECROIX -----> Directrice
- ✦ Carmen VALENTIN -----> Directrice Adjointe
- ✦ Isabelle ZIMMERMANN -----> Conseillère
- ✦ Monique SCHAUNER -----> Conseillère
- ✦ Béatrice LESCOP -----> Conseillère
- ✦ Caroline SCHNEIDER -----> Conseillère
- ✦ Myriam PLANTEC -----> Conseillère
- ✦ Nathalie WILMOT -----> Conseillère
- ✦ Raphaël WIETRICH -----> Assistant financier
- ✦ Léa LE NOIR -----> Assistante de Direction
- ✦ Céline ROEDER -----> Agent Pôle Emploi

JEUNES EN CONTACT EN 2011

Communauté de Communes de Molsheim / Mutzig	415
ALTORF	13
AVOLSHEIM	7
DACHSTEIN	19
DINSHEIM SUR BRUCHE	10
DORLSHEIM	23
DUPPIGHEIM	8
DUTTLENHEIM	17
ERGERSHEIM	6
ERNOLSHEIM SUR BRUCHE	9
GRESSWILLER	14
MOLSHEIM	181
MUTZIG	98
SOULTZ LES BAINS	5
WOLXHEIM	5
Communauté de Communes de la Haute Bruche	322
BAREMBACH	8
BELLEFOSSE	-
BELMONT	-
BLANCHERUPT	-
BOURG-BRUCHE	7
COLROY LA ROCHE	9
FOUDAY	9
GRANDFONTAINE	7
LA BROQUE	43
LUTZELHOUSE	18
MUHLBACH SUR BRUCHE	7
NATZWILLER	9
NEUVILLER LA ROCHE	4
PLAINE	8
RANRUPT	3
ROTHAU	35
RUSS	13
SAALES	9
SAINT BLAISE LA ROCHE	3
SAULXURES	5
SCHIRMECK	56
SOLBACH	-
URMATT	22
WALDESBACH	1
WILDESBACH	3
WISCHES	43
Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile	139
BERNARDSWILLER	14
INNENHEIM	4
KRAUTERGERESHEIM	7
MEISTRATZHEIM	7
NIEDERNAI	6
OBERNAI	101

Communauté de Communes du Canton de Rosheim	105
BISCHOFFSHEIM	20
BOERSCH	13
GRENDDELBRUCH	10
GRIESHEIM PRES MOLSHEIM	12
MOLLKIRCH	7
OTTROTT	8
ROSENWILLER	6
ROSHEIM	26
SAINT NABOR	3
Communauté de Communes de la Porte du Vignoble	68
BERGBIETEN	4
DAHLENHEIM	2
DANGOLSHEIM	5
FLEXBOURG	2
KIRCHHEIM	6
MARLENHEIM	29
NORDHEIM	3
ODRATZHEIM	2
SCHARRACHBERGHEIM-IRMSTETT	7
WANGEN	8
Communauté de Communes des Coteaux de la Mossig	142
BALBRONN	7
COSSWILLER	3
ROMANSWILLER	17
TRAENHEIM	8
WANGENBOURG-ENGENTHAL	4
WASSELONNE	89
WESTHOFFEN	14
Autres communes	74
BOURGHEIM	3
GOXWILLER	6
HEILIGENBERG	3
NIEDERHASLACH	11
OBERHASLACH	20
STILL	17
VALFF	10
ZELLWILLER	4
Autres communes hors secteur de la Mission Locale	30
Nombre total de jeunes en contact en 2011	1 295

Mission concentration

En 2010 la Mission locale a accueilli 1 315 jeunes. C'est plus qu'en 2009, mais le nombre de « primo accueillis » a baissé. Extraits de l'assemblée générale qui s'est tenue à Marlenheim la semaine dernière. À noter pour 2011 : l'ouverture de la permanence dans la bourgade.

■ La Mission locale reste concentrée sur ses objectifs : « continuer d'accompagner les jeunes en difficulté sur le chemin de l'autonomie et de l'emploi ». À l'heure du bilan 2010, la présidente de rappeler que « les ambitions étaient simples » mais que « l'année a été une des plus terribles ». « Forte affluence des primo accueillis, inquiétude par rapport aux financements, étroitesse des locaux », a brièvement listé Chantal Jeanpert.

1 315 jeunes (653 femmes et 682 hommes) ont été en contact. « Par rapport à 2009, il y a une baisse chez les femmes et une hausse chez les hommes, a de son côté mis en perspective Carmen Valentin, directrice en 2010. Mais surtout une augmentation assez forte des CAP-BEP ». Ceux-ci représentent de fait 49 % des effectifs. La structure a ainsi mis en œuvre quelque 5 500

entretiens individuels ou avec un partenaire, 450 formations ou ateliers collectifs, sans compter... 3 000 contacts directs, téléphoniques ou écrits.

474 personnes ont décroché un boulot

Côté résultats, 474 personnes (36 %) ont décroché un boulot et, en condensé, ils sont 745 (57 %) à avoir été concernés par un accès à l'emploi, à la formation, à l'alternance... Pour y parvenir, la Mission locale dispose d'une panoplie d'outils et de multiples partenariats.

Dans la boîte à outils, on trouve les immersions en entreprise, ateliers collectifs d'orientation, entretiens individuels, bilan de compétences, sans oublier les contrats aidés (contrats initiative emploi, contrat d'accompagnement dans l'emploi CAE passerelles), les contrats de

professionnalisation, ou d'apprentissage, ainsi que les divers programmes de la région, tels que les chantiers écoles. Les partenariats, eux, se nouent avec le Pôle emploi, la Maison de l'emploi et de la formation et de l'entreprise (Mefe), les centres de formation des apprentis (CFA), les chambres consulaires, les agences d'interim, les associations (Bruche Emploi, Servir ou Main verte), les entreprises d'insertion (Relais de la Ferme du Château).

« L'an passé a été expérimental sur beaucoup de choses », a souligné Carmen Valentin. L'État a lancé son projet « 10 000 permis de conduire pour réussir », destiné aux jeunes en situation précaire ; le conseil général devrait confirmer l'instauration en juillet de sa carte intermobilité, donnant un accès gratuit au Réseau 67.

Pour gérer tous les problè-

80 communes, 11 professionnels, 6 permanences

La Mission locale est un lieu d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement pour les jeunes entre 16 et 25 ans sortis du système scolaire (avec ou sans diplômes), quelle que soit leur situation. L'antenne de Molsheim, si elle est née en 1997 dans ses propres locaux, existait sous la forme d'une « Permanence d'accueil d'information d'orientation » (PAIO) depuis 1982, dans des locaux de la mairie. Elle couvre 6 cantons, soit un bassin de 118 000 habitants regroupés en 80 communes, 6 communautés de communes, à qui elle propose 6 permanences (Molsheim, Obernai, Wasselonne, Marlenheim, Schirmeck, Saales). Elle fonctionne au moyen de 11 professionnels et d'un conseil d'administration de 38 membres, vice-présidé par Gérard Hazemann, Marie-Anne Rohmer et Jean-Luc Ruch. Le département est « son principal financeur », rappelle Freddy Zimmermann, nouveau conseiller général. Pour l'ensemble des six missions locales du Bas-Rhin, il débourse 136 000 €. Le social représente un peu plus de 3 % du financement global de ses missions. En 4 ans, le poste social a augmenté d'un million d'euros. »

mes « périphériques » à l'emploi, la Mission locale offre son intermédiaire : en matière de transport, aides du conseil régional (pass ou aides au permis de conduire), location de cyclomoteurs avec l'association Mobilix ; en matière de logement, dispositif du conseil général (pass/accompagnement), offres de l'association Gala (logements d'insertion, hébergement temporaire, baux glissants) ; en matière de santé, partenariats avec la CPAM, les Epsan, les Points accueil écoute...

L'accompagnement dans le nouveau RSA jeune

Il existe encore les allocations Civis ou les tickets services. Les premières peuvent soutenir un jeune qui n'a aucune ressource et entreprend des démarches : en 2010, 157 jeunes ont perçu en moyenne 325 €. Les seconds permettent l'achat d'alimentation, de vêtements, d'essence ou le règlement de nuits en hôtel d'urgence : en 2010, 154 jeunes ont bénéficié en moyenne de 85 €. À noter qu'en matière de logement,

Carmen Valentin a appelé les élus à « veiller à la mixité sociale dans l'immobilier » et à « ne pas construire que du F3 ou F4, mais aussi du studio et du F1 ».

Pour 2011 ? « On a l'impression que l'interim prend. Surtout chez les femmes, car nous avons un bassin très industriel. De ce fait, elles ont toujours été en majorité, le secteur correspondant plus facilement aux hommes. Mais en 2009 et 2010, on les avait vu arriver en plus grand nombre, du fait de la crise... », pose en substance la directrice, Dany Delecroix.

Niveau projets, cette dernière annonce « la permanence de Marlenheim qui vient d'ouvrir [lire ci-dessous], ainsi que l'accompagnement dans le nouveau RSA jeune ». L'antenne de Molsheim, pour elle-même, est bien déterminée à s'engager dans un processus d'autoévaluation pensé par le conseil national des Missions locales.

N.S.

Mission locale, antenne de Molsheim : ☎03 88 38 31 01, contact@ml-molsheim.com, www.ml-molsheim.com



La permanence de Marlenheim fonctionne depuis janvier, au local jeunes. (Photo DNA)

« Ça ouvre des portes »

■ Lisa a le sourire, elle a trouvé - enfin - un stage de trois semaines à Strasbourg...

À 18 ans, son rêve, c'est de travailler comme animatrice dans une maison de retraite.

Avant cela, elle avait bien « repéré une formation, envoyée plein de lettres de motivation », mais sans succès... « C'est que je suis handicapée », avance la jeune femme. Tenace, elle se tourne vers la Mission locale « pour avoir un référent et un appui dans les démarches administratives ».

Pratique

Ce deuxième mardi de mai, elle rencontre Nathalie Wilmot pour la quatrième fois. À Marlenheim, ce qui est bien « pratique », car elle

habite. Depuis janvier, la conseillère en insertion tient en effet une permanence « délocalisée », à l'attention des jeunes de la Porte du Vignoble.

Un moyen de jouer la « proximité », mais surtout, et la directrice de l'antenne de Molsheim Dany Delecroix ne le cache pas, d'alléger la permanence de Wasselonne. Car si le nombre de jeunes accueillis [N.D.L.R. : à distinguer du nombre de jeunes « gérés »] est en augmentation de manière générale mais en stabilisation en 2010, ce n'est pas le cas sur le secteur des Coteaux de la Mossig. « Il y a beaucoup de monde, de l'ordre d'une quinzaine à chaque fois. Et quand ils doivent faire la queue, les jeunes, on les perd. »

Un moyen de jouer la « proximité », mais surtout, et la directrice de l'antenne de Molsheim Dany Delecroix ne le cache pas, d'alléger la permanence de Wasselonne. Car si le nombre de jeunes accueillis [N.D.L.R. : à distinguer du nombre de jeunes « gérés »] est en augmentation de manière générale mais en stabilisation en 2010, ce n'est pas le cas sur le secteur des Coteaux de la Mossig. « Il y a beaucoup de monde, de l'ordre d'une quinzaine à chaque fois. Et quand ils doivent faire la queue, les jeunes, on les perd. »

Une cinquantaine d'entre-

eux devraient ainsi être intéressés par la proposition de Marlenheim, des jeunes qui auparavant se seraient donc déplacés à Wasselonne. Et c'est sans dire que... « On sait qu'à augmenter la possibilité d'accueil, on élargit aussi le public qui va venir »

Lisa fait peut-être partie de ceux-là... Pour elle, Nathalie Wilmot a prix contact avec la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Pour la suite, elle cherchera du côté des aides pour un taxi si Lisa ne s'en sort pas avec le bus. En bref, elle « fait le lien », explique, rassure, aiguille. « La Mission locale, ça ouvre des portes », la jeune femme ne dit pas autre chose.

Et Nathalie Wilmot aussi trouve son intérêt, dans ce nouveau positionnement

géographique : « Je suis physiquement plus proche des entreprises, ça aide ».

Moins cher

Les deux autres jeunes accueillis ce matin-là disposent d'un véhicule, mais résident dans la bourgade : ils le disent, « c'est plus pratique ». « Et moins cher. Parce que l'essence... »

Valeska, 25 ans, voudrait se réorienter vers le métier de secrétaire technique en cabinet d'architectes. Elle a repéré une formation à Paris, mais le budget coince... La conseillère appelle pour elle les Greta Metz et Nancy, puis ensemble elles visitent le site internet de l'apprentissage en Alsace. « Je peux vous faire rencontrer l'inspecteur. » Ça ouvre des por-

tes.

Florian, lui, a 20 ans. Menuisier, il veut se reconverter dans les métiers du spectacle. Côté son. Lors de ce deuxième rendez-vous, il confie son envie de se lancer dans un « bilan jeunes » [N.D.L.R. : l'équivalent du bilan de compétences pour les plus de 25 ans]. « C'est une idée, après je suis un peu perdu... » Nathalie Wilmot prend contact avec l'organisme. Ça ouvre des portes.

N.S.

Tous les 2^e et 4^e mardis du mois (de 9 h à 12 h) au local associatif, rue du Fossé à Marlenheim. Sans rendez-vous et gratuit. Possibilité de contacter Nathalie Wilmot au ☎09 61 42 96 72 (Marlenheim) ou à Molsheim (coordonnées ci-dessus).

Schirmeck / Pour aider les jeunes à trouver leur voie

L'Oriente Express en gare

L'Oriente Express, le train de l'orientation, une initiative de la région Alsace et de ses partenaires, était à l'arrêt en gare de Schirmeck, samedi dernier, de 10 h à 16 h.

■ Aller vers les jeunes, être à leur écoute et leur proposer des solutions. Tel était le but des différents partenaires de l'Oriente Express: professionnels de l'orientation et de l'apprentissage, responsables de formation et recruteurs de la SNCF. Étaient particulièrement visés par cette opération les "décrocheurs" du système éducatif, sans diplôme ni formation.

Au point d'accueil, Marie-Dominique, chef de projet jeunesse au conseil régional, accueille les visiteurs. En fonction de leur demande ou souhait, elle les oriente vers les différentes personnes installées dans les compartiments du TER.

«Nous avons accueilli une quarantaine de jeunes»

Au fond du wagon, Émilie et Carole, conseillères d'orientation du CIO de Molsheim, expliquent aux jeunes les filières ou formations qui s'offrent à eux après la 3^e et le bac. Plus loin, Myriam ou Carmen de la Mission locale s'entretiennent avec d'autres en quête d'un d'emploi et leur conseillent les sites internet à consulter.



Différents conseillers étaient présents dans le train pour donner quelques pistes de formations ou d'études à suivre pour embrasser la carrière professionnelle souhaitée. (Photo DNA)

Régis, représentant la SNCF, explique à Michel les différents secteurs d'activité de son entreprise, leur niveau de recrutement ainsi que les formations appropriées. D'autres, apprentis, recherchent auprès des membres de la Chambre de commerce et de l'industrie, de la Chambre de Métiers et de celle l'agriculture les pos-

sibilités d'une réorientation suivie d'une formation en alternance.

En fin de journée, Marie-Dominique ainsi que les autres animateurs exprimaient leur satisfaction: « Nous avons accueilli une quarantaine de jeunes, avec ou sans parents, et des adultes venus chercher de la documentation pour leurs

proches. Les visites étaient étalées tout au long de la journée, d'où un dialogue fructueux avec les interlocuteurs. Des chômeurs en fin de droit ont aussi été remis en contact avec la Mission locale pour un suivi dans la recherche d'un emploi... » Du positif pour tous et une expérience à renouveler.

B.S.

Etre pro, c'est tout un art

Parfaire le savoir-être professionnel. Un objectif suivi pendant six mois par une douzaine de jeunes demandeurs d'emploi de la région de Molsheim sous la conduite de l'UFCV. Avec comme maîtres mots : « Booste ton image ! ». Tout un programme.



Un groupe soudé et des individualités « boostées ». (Photo DNA — DG)

■ « Il y a des règles inhérentes au marché du travail, mais qui ne sont pas innées », rappelle Louise Kolaï de l'UFCV, organisme de formation dont le siège alsacien se trouve à Mutzig. Devant elle, une douzaine de jeunes âgés de 16 à 25 ans. Issus de la Mission locale de Molsheim, ils sont en « rupture scolaire » et se sont lancés en novembre dernier dans une formation « Approche de la vie professionnelle ». Une combinaison de stages en entreprise et de temps théoriques, cofinancée par la Région Alsace et la Directe (ministère du travail). Coût global : 59 923 euros. Mais derrière cette enveloppe financière, c'est surtout d'humains dont il est question. Des jeunes gens à qui la vie n'a pas encore vraiment souri et qui, dans le cadre de cette formation, ont surtout travaillé sur eux-mêmes.

Être pro et être soi pour se faire une place sur le marché du travail, cela ne s'improvise pas. Alors, « Booste ton image ! ». Un effort consenti pendant trois mois (de décembre à février) et grâce à trois interventions ciblées. Il y a d'abord eu Muriel Brex, coach en image qui proposait des séances de coiffure, maquillage ainsi qu'une journée shopping pendant les soldes à Strasbourg. Chaque stagiaire disposait d'un budget de 100 euros pour se choisir une tenue professionnelle complète. Tout cela pour travailler « l'image donnée de soi », précise Lenaïc, l'un des participants.

Être bien dans sa peau

Mais à côté de cela, il y a aussi l'image vécue, ou comment faire pour être bien dans sa peau ? Éléments de réponse avec Romuald Quaglio, accompagnateur en

montagne. Ce second intervenant a testé la fibre sportive des jeunes. « Il a mesuré notre goût de l'effort », remarque Rémy. Cet autre participant se souvient notamment d'une balade au Champ du Feu, « pour respirer un autre air ». « Et là j'ai aidé certains à marcher », ajoute-t-il. Un esprit de solidarité. Bienfaiteur également.

Loïc garde lui aussi un bon souvenir de ce petit séjour en montagne : « Cela nous a permis de bien connaître nos limites. Car c'est toujours mieux de savoir jusqu'où on peut aller ». Dernière intervention enfin : Nathalie Keinklaus, spécialiste en relaxinésie et massages. Laëtitia a aimé : « C'était bien, je n'étais plus là. Comme partie sur une île ». Plus prosaïquement, cet ultime module visait surtout à gérer les situations de stress et compléter ainsi

la panoplie du parfait jeune travailleur, pro et sincère.

À l'heure du bilan

Celui qui en face du client, se doit d'être « pro, souriant, accueillant » et qui saura « gérer les mauvais clients », renchérit Loïc. Celui qui, à entendre Rémy, « devra être bien devant son client. Pas trop timide car sinon le client le casse ».

À l'heure du bilan, Rémy pense que « Booste ton image ! » lui a donné confiance. Laëtitia trouve le mot de la fin : « Avant, je n'arrivais pas à aller vers les autres. Maintenant, j'arrive plus à demander ». Et la seule chose que demande désormais cette douzaine de jeunes demandeurs d'emploi c'est une formation qualifiante, un contrat en alternance. Voire un travail. En d'autres mots, qu'on leur fasse confiance.

David Geiss

ROSHEIM Mission locale

Pousser à la rencontre

La question des jeunes actifs était à l'ordre du jour du petit-déjeuner organisé vendredi à Rosheim. La mission locale de Molsheim et quelques entrepreneurs ont évoqué les dispositifs permettant d'ouvrir le chemin des jeunes vers l'emploi.

Si les chiffres de l'emploi dans le secteur ont de quoi faire des jaloux, le canton de Rosheim n'est pas à l'abri des difficultés économiques. Notamment les jeunes, particulièrement concernés par la recherche d'emploi. En témoignent les chiffres de fréquentation de la Mission locale qui intervient sur le bassin d'emploi de Molsheim. Elle accueille désormais en moyenne 1 300 jeunes par an de 16 à 25 ans contre un millier jusqu'en 2009.

Le petit-déjeuner organisé vendredi à la mairie de Rosheim était l'occasion d'évoquer cette question de l'emploi des jeunes mais aussi et surtout de se rencontrer. La Mission locale veut mieux faire connaître son rôle d'accompagnement et de relais entre les entreprises du territoire et les jeunes en recherche d'emploi. Pour les forces vives économiques, l'idée est avant tout de se présenter et de mieux appréhender les outils à leur disposition. « Les entreprises sont demandeuses de formules pour connaître les jeunes, assure Dany Delecroix, directrice de la Mission locale. D'un autre côté, nous avons besoin des dirigeants. Plus notre connaissance de l'entreprise est bonne, plus on aura de chances de trouver un jeune qui correspond. »

« Un outil essentiel pour faire évoluer la représentation des métiers et des entreprises »

Ce petit-déjeuner a permis de discuter des relations entre entreprises et jeunes actifs. De ce qui va, comme le maillage diversifié et dynamique de PME. Mais aussi de ce qui ne va pas ou peut être amélioré, comme le déséquilibre sur le marché de l'emploi. Malgré leurs intérêts communs, jeunes et entreprises peinent bien sou-



Autour de viennoiseries, les membres de la Mission locale ont explicité aux dirigeants leur démarche d'accompagnement des jeunes vers les entreprises. PHOTO DNA

vent à se rencontrer (voir ci-contre). D'où le travail de la Mission locale auprès des entreprises pour les convaincre de franchir le pas et de devenir des « entreprises citoyennes ». C'est-à-dire faire la démarche de participer à l'orientation des jeunes et les accepter dans leurs locaux pour qu'ils découvrent le métier.

Pour faciliter l'orientation des jeunes, voire peser sur un rééquilibrage entre demande et offre d'emplois, deux dispositifs. Le premier levier : l'immersion en entreprise. Elle prend la forme de stages qui peuvent s'étendre de quelques jours à trois semaines. 200 jeunes par an en profitent. Découvrir, valider une orientation, se faire connaître ; les avantages sont multiples. « C'est aussi un outil essentiel pour faire évoluer la représentation des métiers et des entreprises », explique la présidente de la Mission locale Chantal Jeanpert. Deuxième outil sur lequel s'appuyer : le contrat d'apprentissage. Marginal à l'échelle nationale

UN MARCHÉ DU TRAVAIL DÉSÉQUILIBRÉ

D'un côté, on trouve les métiers dits sous tension. Autrement dit les activités qui ont du mal à recruter, comme l'hôtellerie-restauration, le BTP, les travaux forestiers... « Il faut battre le terrain et montrer qu'à 10 km autour de soi, des entreprises cherchent à embaucher sur des métiers passionnants, assure la sous-préfète de Molsheim Dominique Laurent. Il y a une gamme d'entreprises importantes où l'on peut trouver sa vocation. »

D'un autre côté, il y a les secteurs qui n'embauchent pas alors que les jeunes se bousculent au portillon. Des métiers du tertiaire tels que la petite enfance, le sanitaire et social, le second œuvre du bâtiment (électricité, plomberie...).

Ce déséquilibre, la mission locale travaille à le comprimer. « Il y a du travail à fournir pour faire se rencontrer les vocations de salariés et les besoins des entreprises », confirme la sous-préfète.

(2 %), l'apprentissage est très utilisé et demandé en Alsace. « Si un jeune est moins passionné par l'enseignement traditionnel, il peut se tourner vers l'apprentissage pour avoir rapidement un pied dans l'entreprise et y trouver la vocation. » Ce contrat apparaît comme un très bon moyen pour un jeune de valider un projet, d'acquérir un

diplôme et une expérience. Pour l'entreprise, cette solution demande un effort important sur deux ans : trouver un tuteur, consacrer du temps à l'accompagnement... D'où la reconnaissance envers les entreprises citoyennes engagées dans cette démarche qui peuvent trouver là une réponse au manque de bras. ■

AMANDINE HYVER